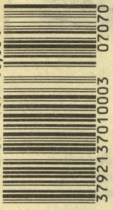


T 2137 707 10,00 F



hebdô

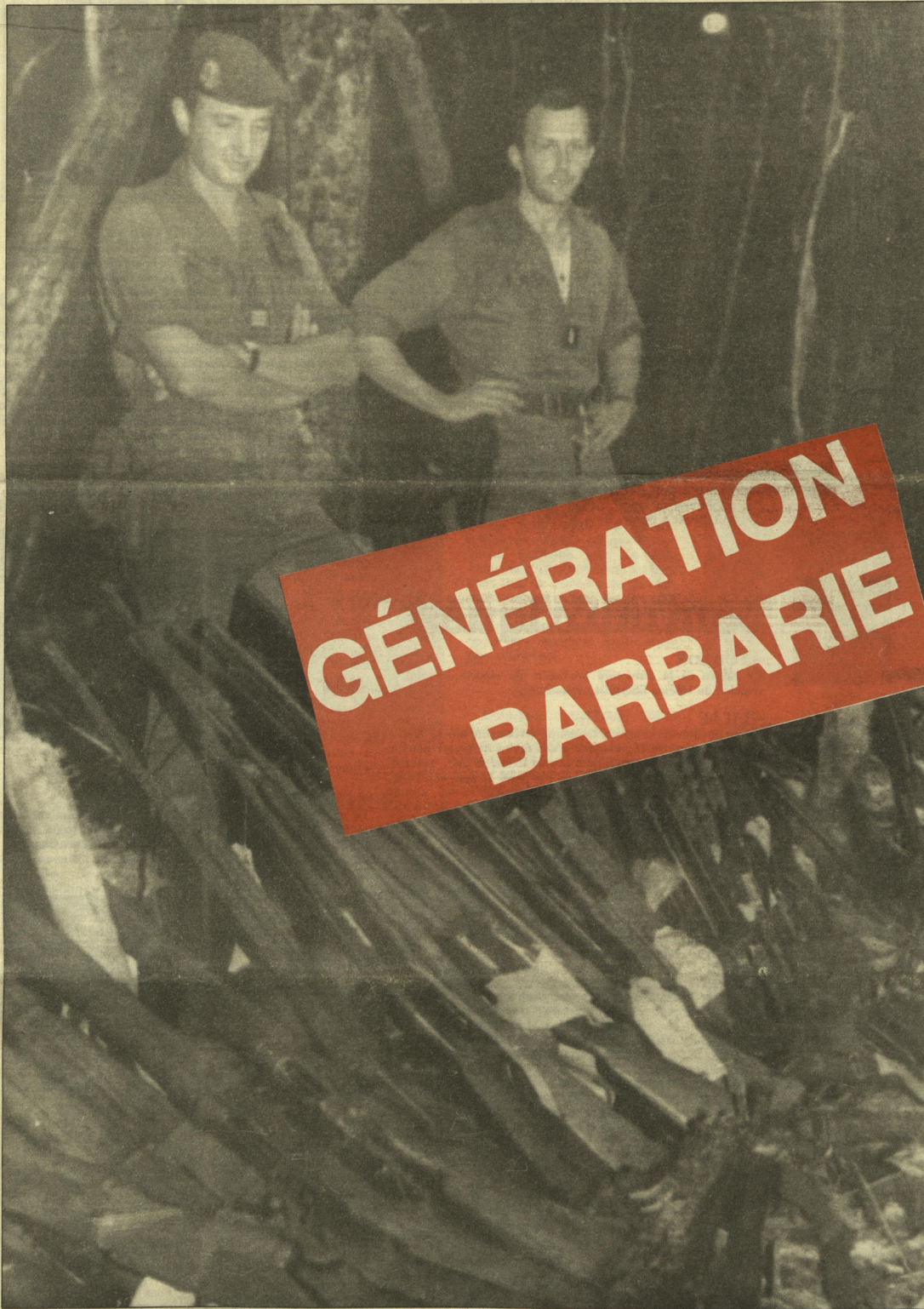
le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°707 JEUDI 12 MAI 1988 10,00 F

NOUVELLE-CALÉDONIE



**GÉNÉRATION
BARBARIE**

L'ART POUR R.-L.

Du 10 au 15 mai,
57 artistes
et 2 revues exposent
en soutien à
Radio-Libertaire.

PAGE 11



SOCIÉTÉ

De la gauche
à l'extrême droite,
une même logique
le néo-libéralisme.

PAGE 12

CAMPS DE RÉTENTION

Un reportage dans
les poubelles
de l'hospitalité
française.

PAGE 5



De l'aliénation
à la lutte,
l'itinéraire d'un
paysan.

PAGE 7

F°P. 2520

communiqués éditions

• POSTER

Le groupe Emma-Goldman a réédité le poster : « Vivement demain », de format 45 x 64, sur papier glacé. Prix : 10 F l'unité (plus 7 F de frais de port, avec envoi sous tube ; 80 F les dix, port compris). Les commandes sont à adresser à : Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (chèque sans ordre).



• « BROCHURE »

Une brochure « Sur le logement » vient de paraître. Celle-ci s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaignerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement » (à paraître). « Rénovation et réhabilitation » est une réflexion argumentée sur un aspect de la politique du logement dans les grandes villes.



• AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

PRESIDENTIELLES :



Cours sur l'anarchisme

La commission propagande lance une nouvelle série de cours de formation, les mardis à 20 h 30 au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (métro Abbesses).

- Le 17 mai : « La question de l'Etat ». Conceptions anarchistes et conceptions marxistes.
- Le 24 mai : « L'anarchisme et le monde du travail ». Méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe.
- Le 31 mai : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires ». L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.
- Le 7 juin : « Comment lutter et comment s'organiser aujourd'hui ? »

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : Tous les coups sont permis. Nouvelle-Calédonie : tuerie pour les élections, Le vote de Téhéran, Editorial — PAGE 4, Luites : Le 1^{er}-Mai au Havre, Bordeaux, Marseille. N.M.P.P. — PAGE 5, Répression : Les camps de rétention, Procès d'un insoumis — PAGE 6, Société : Superphénix, La R.A.T.P. nouvelle Inquisition ?, Nouvelles du front, Communiqué des Relations extérieures de la Fédération anarchiste, Toulouse : manifestation — PAGE 7, Dossier : Mai 68 en Loire-Atlantique — PAGE 8, Dans le monde : Pologne, Tibet — PAGE 9, Relations internationales : Revue de presse, Espagne, Etats-Unis : Martin Foran, Brésil — PAGE 10, Archives : La République de la Jeltuga — PAGE 11, Expressions : La destination de l'art, Chanson, Note de lecture — PAGE 12, Politique : La menace néo-libérale, Le P.C.F. cherche sa voix.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

« Contre vents et marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry est sorti. Numéro spécial de 12 pages, il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).



• CHERBOURG

Le groupe de la Fédération anarchiste de Cherbourg renoue avec la tradition de ses ancêtres et a décidé de rediffuser la revue « Pépins noirs ». Il est possible de se la procurer auprès du groupe.

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

« Alternative libertaire » n° 15, journal local édité par le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres, ou s'abonner (30 F les 4 numéros) à l'adresse suivante : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers (chèque à l'ordre de A.D.E.I.R.).

communiqués

• TOULON

En raison de la fermeture provisoire du cinéma Utopia, la semaine du cinéma libertaire est annulée.

• LILLE

Il sera possible de contacter le groupe « Humeurs noires » de la Fédération anarchiste qui tiendra des tables de presse dans le Nord-Pas-de-Calais (où l'on trouvera livres, revues, autocollants, affiches...) lors de braderies : le jeudi 12 mai, rue Léon-Gambetta, à Lille, de 8 h à 13 h ; le dimanche 15 mai, avenue Saint-Edouard, à Lens, de 7 h à 13 h ; le lundi 23 mai, de 8 h à 13 h, rue Pierre-Légrand, à Lille-Fives ; le samedi 28 mai, de 9 h à 19 h, au Pont-de-Bois (face au Pêché mignon !), à Villeneuve-d'Ascq.

• LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux (tous les vendredis de 21 à 23 heures sur Radio-Campus), sera consacrée à Mai 68 (interviews, témoignages et analyses de J. Lesage de la Haye, M. Joyeux, J.-P. Duteuil, etc.) les 8, 13, 20 et 28 mai prochains.

• LILLE

Le groupe Benoît-Broutchoux vous propose samedi 14 mai, de 15 à 19 heures, une rencontre-débat avec Vladimir Borissov, représentant à l'étranger du S.M.O.T. (syndicat libre d'U.R.S.S.). Cette rencontre aura lieu au Centre culturel libertaire de Lille, 1-2, rue Denis-Péage, métro Fives (tél. : 20.47.62.65). Nous vous rappelons d'autre part que le centre culturel est une structure de réflexion et d'intervention libertaire (au service des mouvements sociaux), que sa bibliothèque compte actuellement plus de 700 titres et que des permanences sont organisées tous les mardis, de 19 à 20 h, et tous les samedis, de 15 à 19 h.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

« Une langue pour tous l'Espéranto » est la dernière parution de la collection Volonté anarchiste. De la création de cette langue par le docteur Zamenhof à la présence de Radio-Espéranto sur la fréquence 89.4 MHz, une centaine d'années se sont écoulées. Le groupe Fresnes-Antony a tenu à célébrer cet événement en publiant la traduction d'un texte, revu et augmenté, d'Eduardo Vivancos. Ce texte qui sert de référence pour sa documentation historique, met en relief l'évolution du mouvement espérantiste et l'intervention des libertaires en son sein. Et pour tous ceux qui souhaitent débiter en espéranto ou se perfectionner, ce trente-quatrième numéro de Volonté anarchiste est bilingue. En soixante pages et pour le prix de 20 F, tout connaître (ou presque) sur l'espéranto, cela ne se refuse pas. Bien évidemment, le meilleur soutien pour notre collection est l'abonnement, 150 F pour 8 numéros (200 F de soutien). Et c'est encore une bonne affaire, vu la prochaine augmentation de nos tarifs, inchangés depuis quatre ans. Versement à l'ordre de A.S.H., 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (C.C.P. : 21600 42 C, centre Paris).

• « LA TORCHE »

Le numéro 10 du journal « La Torche », édité en collaboration avec le groupe de la Fédération anarchiste de Moulins (Allier), vient de paraître. Il est disponible au prix de 7 F, à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : A.C.L., B.P. 49, 03402 Yzeure cedex. Au sommaire : élections, militarisme, société, cléricalisme, une nouvelle et des informations diverses... Les personnes désirant recevoir un spécimen gratuit à l'occasion de la prochaine parution peuvent se faire connaître. Le groupe de Moulins de la Fédération anarchiste invite par ailleurs les lecteurs du « Monde libertaire » dans l'Allier ou les départements voisins à entrer en contact avec lui, si ce n'est déjà fait.

• « IDÉES NOIRES »

Le groupe Emma-Goldman vient d'éditer le n° 2 de sa revue « Idées noires ». Il est possible de se la procurer contre 4 timbres à l'adresse suivante : Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• « COMMUNE LIBERTAIRE »

Le groupe Louise-Michel a édité un nouveau numéro de sa feuille « Commune libertaire ». Au sommaire : agir au lieu d'élire, les écoles du 18^e au régime, être S.I.V.P. chez Chausson. Le journal est gratuit et disponible au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• AUTOCOLLANT

Le groupe « Humeurs Noires » vient d'éditer un autocollant « Louise Michel » (couleur mauve et noire). On peut se le procurer pour 1 F l'unité en-dessous de 10 exemplaires ; 0,80 F l'unité entre 10 et 50 exemplaires ; 0,50 F l'unité au-dessus de 50 exemplaires.



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

NOUVELLE-CALÉDONIE

Tuerie pour les élections

LE jour de gloire est arrivé ! « La France retrouve tous ses héros », titrait triomphalement *France Soir*, le jeudi 5 mai, enchaînant : « deux militaires et quinze terroristes tués ». Les quinze « terroristes » sont devenus dix-neuf, gloire à la France...

Il était bien sûr prévisible que la prise d'otage de l'île d'Ouvéa finirait dans un bain de sang. Mais la façon dont la presse et la classe politique ont traité cette affaire est terriblement édifiante quant aux mécanismes qui permettent à une démocratie d'assassiner — en s'en glorifiant —, dans un contexte où toute opposition anticolonialiste est marginalisée, criminalisée ou ignorée.

Le rôle de la presse

La presse joue, plus que jamais, le rôle de courroie de transmission

du pouvoir. Durant les « événements » d'Algérie, le pouvoir avait été obligé de censurer systématiquement, tandis qu'il assassinait un million d'Algériens (presque 10% de la population). Aujourd'hui, télévision, radio et presse écrite acceptent comme une évidence d'être tenus à l'écart des champs de bataille, puis de venir sagement prendre la dictée des flics et des militaires, quand le massacre est terminé. Elles vont ensuite promener leurs micros du côté des hommes politiques, et ne semblent pas troublées outre mesure de l'unité du chœur. Quelle différence fondamentale entre le discours de Pierre Bérégovoy, chef de la campagne de Mitterrand, qui estime qu'« il fallait que les otages soient libérés et que l'action de la gendarmerie était devenue inévitable. Je préfère toujours la négociation à la force, mais je crois que l'essentiel est que les

otages aient été libérés », et celui du ministre de la Défense, qui trouve « qu'il s'agit d'une manifestation d'autorité tout à fait naturelle » ? Quelle différence entre Le Pen, qui pavoise mais garantit que « si mon gouvernement était au pouvoir, Yeïwené et Tjibaou ne s'exprimeraient pas librement à la télévision », et Pons, qui déclare fièrement que sa mission a été accomplie, et continue à demander l'interdiction du F.L.N.K.S. ? Enfin, quelle différence entre interdire l'organisation indépendantiste, et lui concéder une existence légale, tout en cautionnant l'assassinat de ses militants ?

A qui le tour ?

La tuerie était prévisible. Mais autant de cynisme, autant d'intoxe, un tel mépris — voire un tel racisme — pour enterrer dix-neuf

morts, un tel consensus militarono-nationaliste pour glorifier les quatre flics tués, voilà qui est littéralement terrifiant. Comme est inquiétant, non pas l'interdiction de la manifestation de protestation organisée rue de Charonne, la veille du second tour — c'est le contraire qui eut été surprenant —, mais le silence blasé de toute la presse, face à cette interdiction.

Le rassemblement s'est néanmoins tenu, regroupant 1 500 personnes samedi après-midi. La mobilisation policière était impressionnante, mais le ministre de l'Intérieur a apparemment estimé qu'un matraquage général ferait désordre, à la veille des élections...

Le massacre de l'île d'Ouvéa n'a évidemment pas ébranlé la détermination des Canaques (quand les dirigeants comprendront-ils que la

colère ne s'éteint jamais lorsqu'on tue ceux qui en sont porteurs ?), et, comme l'ont souligné les dirigeants du F.L.N.K.S., ce n'est pas la première fois que l'armée assassine en Nouvelle-Calédonie. Quant à nous, en métropole, nous ne pouvons que nous joindre aux manifestations de soutien aux Canaques — ceux qui sont emprisonnés, tous ceux qui, aujourd'hui, risquent d'être froidement abattus au moindre geste de révolte. Mais il nous faut aussi prendre conscience que le consensus du cynisme, de la violence et du silence qui a frappé en Nouvelle-Calédonie, nous le rencontrerons très probablement de plus en plus souvent, de plus en plus durement au cours du septennat qui s'annonce.

Pascal CHOISY

Tous les coups sont permis

APRÈS six mois de sondages quasi quotidiens tous concordants — à l'exception de ceux de Pasqua, mais qui les croit ? — la situation de J. Chirac à quelques jours du second tour des élections était tout simplement désespérée. Allait-il avoir la patience d'attendre sept ans de plus, pour tomber cette fois sur un Rocard fin prêt ? La patience, lui ?

La pêche aux voix

Alors quoi ? Le réalisme, un certain réalisme... Etant établi que plus il gagnait, par ses déclara-

tions, de voix lepénistes, plus il en perdait du côté de chez Barre — et réciproquement —, sa dernière chance était donc un « coup de théâtre ». Il suffisait d'une bonne organisation, d'une bonne mise en scène et d'un peu de chance.

Aucun problème en effet du côté des acteurs : l'armée, la police, les médias sont essentiellement des amis politiques, des professionnels qui ne failliraient pas à une telle tâche.

Restait la chance. La libération des otages du Liban était déjà attendue il y a quelques semaines.

Enfin, les ravisseurs ont fait à Chirac un cadeau encore plus beau qu'il ne l'espérait, à trois jours du second tour c'était un joli coup. La meilleure exploitation de l'événement devait être alors la retenue, ne pas avoir l'air de s'en servir pour raccoler. Juste un fait parmi tant d'autres... Ça aussi, ce fut bien joué.

Et puis, le festival. Les otages du Liban pouvaient au moins faire gagner des voix barristes, mais la résolution militaire provisoire du problème canaque pouvait bien convaincre les électeurs de Le Pen qui trouvent Chirac trop timide, trop laxiste. Là encore, c'était des faits : ce qu'ils voulaient. Et cette fois, Le Pen acquiesce. Une opération militaire sans trop de pertes côté gendarmes — on serait tenté de dire côté français — et par là-même une affirmation de l'Etat national. Joli coup vers l'extrême droite, mais pas seulement.

Le massacre !

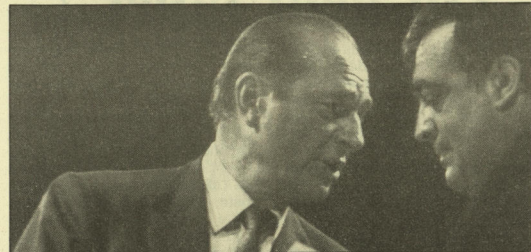
Mitterrand a approuvé l'opération « Victor » avant son lancement, et il n'y a guère que les électeurs les plus crédules pour croire qu'il est tombé de la dernière pluie quand il affirme qu'il ne pouvait s'attendre à ça. Et oui, Tonton a approuvé le massacre des Canaques. Ceux-ci étaient certes des preneurs d'otages, mais ont-ils massacré leurs otages quand ils se sont vus perdus ? La cohabitation a donc encore sévi une dernière fois.

Cela ne pouvait suffire à gagner les voix des plus extrémistes, censés — mais était-ce un bon calcul ? — être les plus rétifs à voter Chirac. Le retour — au plus grand mépris des lois internationales aurait dit Chirac à propos de certain chalutier — du commandant Prieur (ex-Turenge) au lendemain du massacre des Canaques fut encore un joli coup. Qu'elle soit en ceinture ne justifie évidemment pas son rapatriement la semaine passée, comme par hasard.

Oui, c'est Chirac et ce sont des procédés grossiers de racolage dont ne peut être capable qu'un arriviste forcené.

Oui, c'est Chirac et c'est vraiment désespérant pour lui... Après tant de mensonges pendant tant de mois, après ce baroud d'honneur de la dernière chance, que pouvait-il faire de plus pour gagner ? Pensez-donc, il risque de se faire oublier quelques temps...

L. F.



Le vote des ayatollahs

Les otages français détenus au Liban ont été libérés. Pas tous, il en reste encore, détenus par le groupe Abou-Nidal, mais les plus anciens d'entre eux. Tous les politiciens, à part Le Pen, se sont réjouis de cette libération. Le consensus est donc toujours bien vivant — même si la théocratie iranienne. On savait aussi que sans être forcément totale, l'influence du gouvernement iranien était prépondérante dans le comportement des ravisseurs.

On savait depuis longtemps que Carton, Fontaine et Kauffmann étaient retenus par des intégristes chiites, à l'évidence donc influencés par la théocratie iranienne. On savait aussi que sans être forcément totale, l'influence du gouvernement iranien était prépondérante dans le comportement des ravisseurs.

Chirac qui a longtemps répété qu'il ne négocierait pas avec les terroristes a donc parlementé avec leurs dirigeants. Et tout le monde de s'interroger sur le coût...

Il est certain que cela n'a pas dû être donné ! Chirac est un ami de l'Irak, en guerre avec l'Iran... Dans le même temps, il est vrai que les chiites aiment bien voter.

Il faut se souvenir qu'en 1980, lors de la fameuse prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, ce pauvre Carter s'était éreinté durant toute sa campagne électorale à promettre la libération des prisonniers de l'ambassade. Ceux-ci ne furent libres qu'au lendemain de l'élection. Reagan était élu.

Si Chirac est un grand ami de l'Irak, Mitterrand est lui ami d'Israël (1) ce qui, aux yeux des intégristes musulmans, relève de la tare indélébile. Bonne affaire pour les célèbres fins limiers de l'équipe Pasqua, il y avait là une bèche : les ennemis de nos ennemis...

Les ayatollahs ont donc voté Chirac. Par la même occasion, ils ont pu terroriser certains électeurs, ceux qui n'auront même pas vu la grossièreté du procédé. Ceux-là ont été considérés comme des moutons, et malheureusement, avec raison.

Le Furet

(1) Le Monde du 6 mai cite avec délectation l'hebdomadaire du Hezbollah qui écrivait en mars 1986 : « Le prix de la sécurité des Français dans le monde est la chute du gouvernement de M. Mitterrand. ».



Editorial

AVEC 54,05% des voix, François Mitterrand a été réélu président de la République. Ce vote marque l'échec de la politique des otages et Jacques Chirac aura donc en vain fait assassiner vingt et une personnes. Vingt et une personnes sacrifiées sur l'autel de ses ambitions personnelles et sur celui de la raison d'Etat. Pour conquérir les voix lepénistes, il n'a pas hésité à ordonner les mises à mort que celles-ci réclamaient tels les spectateurs des jeux du cirque. L'armée française, une fois de plus, a exécuté le sale boulot que lui donnait un politicien coincé par des échéances électorales. Quel gâchis, quelle honte !

En quelques jours, le plus naïf des citoyens a pu apprendre que l'Etat pouvait quitter son habit de lumière démocratique pour endosser l'uniforme sanglant de l'autocratie : parquage d'une population civile, quadrillage militaire d'une région, interdiction des libertés fondamentales (de presse, d'expression et de manifestation). Et il n'est pas sûr que cet accès de fièvre s'éteigne avec l'élection de François Mitterrand. Ce que nous craignons est arrivé : les 14,4% de Le Pen au premier tour ont dicté leur loi.

Dès lundi, on nous a parlé de réconciliation, de dialogue, de références communes... en oubliant que la médiation n'a pas été tentée, réellement avec les preneurs d'otages kanaks. Que le cynisme politique commandait l'épreuve de force et que l'engrenage d'une guerre coloniale s'est ainsi mis en marche. Alors l'épouvantail Front national servira une seconde fois pour regrouper les Français « de bon sens » à droite comme à gauche. Dans un seul but, la perpétuation de l'exploitation économique et du capitalisme.

Certains au R.P.R. seront séduits par un front commun de la droite musclée, tentant ainsi de phagocytter les rejets du lepénisme, mais le risque est grand que cette stratégie excluant les centristes fasse en définitive le jeu du leader extrémiste. Les lendemains qui s'annoncent seront difficiles pour la classe ouvrière sommée de choisir entre une social-démocratie étouffante et une droite libérale tentée par la force. Nous ne devons rien attendre ni de l'une ni de l'autre, mais nous organiser d'une façon autonome des partis et des syndicats pour conquérir notre émancipation sociale face aux divers masques que peut prendre le capitalisme.

PRESSE

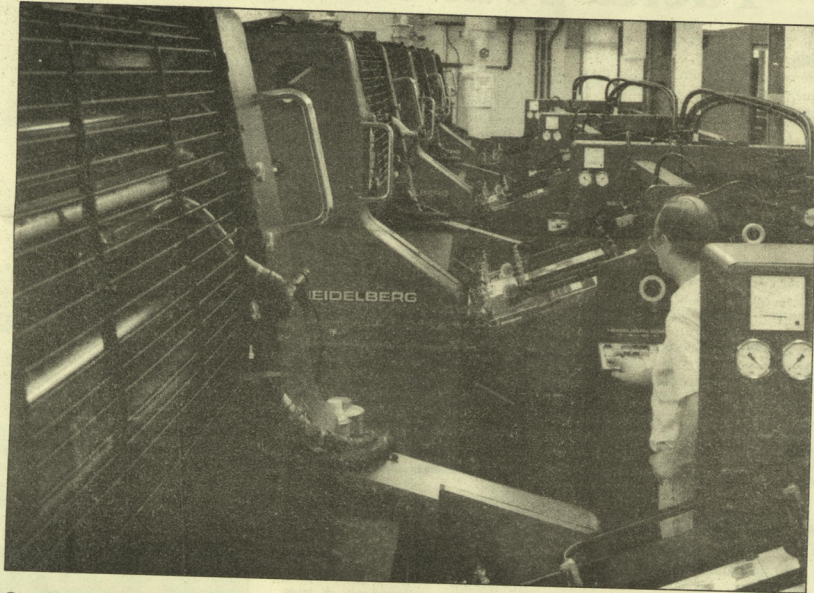
Grève aux N.M.P.P.

PARIS sans journaux vendredi dernier... les kiosques sans nouvelles fraîches, sans quotidiens. La cause ? une grève des travailleurs des N.M.P.P. (Nouvelles Messageries de la presse parisienne). Seules « bavures », le tirage et la distribution, quoique restreintes, de l'*Humanité* et du *Quotidien de Paris* qui sont roulés sur les rotatives de la S.G.P. Le mot d'ordre de grève débutait le jeudi à 17 h 30 et était reconductible toutes les 24 heures. Vers 3 heures du matin vendredi, un accord était signé entre la direction des N.M.P.P. et la section C.G.T. des messageries prévoyant dans les semaines à venir des négociations sur « un accord-cadre sur la modernisation et réaffirmant l'attachement des parties au système actuel des messageries de presse (loi de 1947) qui garantit un traitement égal de la distribution pour tous les journaux ».

Le « projet secret »

L'évolution du système de distribution est bien sûr en cause, et les 8 heures de discussions qui ont abouti à un accord n'ont pas levé toutes les interrogations. En particulier le « projet secret » de la direction des N.M.P.P. de laisser les quotidiens faire leur propre distribution, et de ne prendre ensuite en considération dans les périodiques ce qui est « juteux » (1). L'accord signé entre la direction des N.M.P.P. et la C.G.T. prévoit un calendrier de négociations permettant « d'adapter les effectifs aux nouvelles technologies », mais la fermeté ouvrière résistera-t-elle aux prétentions de l'empire Hersant ?

Le papivore veut en effet implanter une nouvelle imprimerie à Roissy, ou au « cul de la machine » tout sera prêt pour envoyer ses journaux par avion en province sans aucune intervention des messageries... Tandis qu'il ferme presque toutes ses imprimeries de province : Toulouse, Marseille, Poitiers,



Caen. Robert Hersant, quasi maître de l'imprimerie en France, joue sur le velours question opposition de catégories de travail : province sur Paris, imprimeurs contre messageries. Les travailleurs des N.M.P.P. voient peu à peu leur travail aller vers d'autres catégories, et les premiers pas seraient effectués avec les quotidiens. Or, si dans les revenus des N.M.P.P. la presse quotidienne compte pour 18%, au niveau des effectifs, le pourcentage est de 40%.

On en revient toujours au même horizon : celui de l'Europe de la fin du siècle où ils veulent que tout soit propre, peut-être pas vraiment Disneyland mais « clean » quand même !

Les Nouvelles Messageries parisiennes avec son système de pérennité dans la distribution des titres, où la notion de rentabilité ne rentre pas en ligne de compte, est un des fruits de la Libération où le patronat de la presse payait cher ses complaisances pendant d'Occupation. Comme l'écrivait Nicolas Faucier dans son livre *La presse quotidienne* (2) au début des années 60 : « Il faut d'abord aller prendre les journaux aux diverses imprimeries, les grouper dans les locaux des messageries — 24 titres quotidiens et périodiques, soit, chaque jour : 3 400 000 exemplaires de quotidiens distribués et 3 800 000 périodiques — préparer leur répartition à destination des 3 200 dépôts centraux qui répartissent les journaux dans

50 000 postes de vente (...) L'agglomération parisienne est partagée en trois zones : la zone « centrale », qui comprend le centre de la capitale et est desservie par cyclistes, scooters et « chefs-camelots » en camionnettes qui portent directement

de chaque imprimerie pour approvisionner les marchands chaque matin, puis le soir quand les éditions se succèdent ; la zone « périphérique », alimentée par motos spéciales et par une organisation parallèle de 450 camelots et 20 voitures de « chefs-camelots » ; la zone « extramuros », ravitaillée par 25 courses motos ».

Bien sûr, ce qui était décrit par le camarade Faucier, dans les années 60, s'est peu à peu détérioré jusqu'à nos jours, jusqu'à aujourd'hui la remise en cause objective des N.M.P.P. On pourrait même dire que les responsables syndicaux des messageries confondent en ce moment, et même en d'autres, Lajoie et la C.G.T., mais le problème actuel est l'unité face au laminage des acquis ouvriers dans l'imprimerie. Etre là encore, comme au XIX^e siècle, à la fois dans un espace professionnel et en tant que force syndicale, nécessite un front commun. « La politique divise, le syndicalisme unit », c'est tout simple mais ça s'oublie vite. Et pendant ce temps-là, les laminoirs patronaux avancent, aux Nouvelles Messageries parisiennes comme ailleurs.

Sitting BULL

(1) Prenons un exemple « au hasard » : le Monde libertaire est-il considéré comme rentable par la direction des N.M.P.P. ?

(2) La presse quotidienne. Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, Nicolas Faucier, Les Editions syndicalistes (épousé).

MARSEILLE

On peut taper ?

Le 1^{er}-Mai marseillais a laissé toute la longueur de la Canebière entre le cortège de la C.G.T. et de la F.E.N. d'une part, celui des « autres » d'autre part (C.F.D.T., etc.). Cette division syndicale et géographique devait bien représenter une vingtaine de minutes à pied. Elle nous a valu un incident significatif. En voici le récit.

En queue du premier cortège, juste devant le G.L.H. et les Verts qui fermaient la marche, se tenaient une quarantaine de libertaires parmi lesquels ont reconnaissent des membres de la C.N.T.-F.A.I., du groupe libertaire de Marseille (F.A.), de la Coordination des étudiants libertaires de Marseille et de son homologue d'Aix-en-Provence. Ces compagnons se regroupaient autour d'une banderole de la C.N.T., de deux drapeaux rouge et noir et d'un drapeau noir.

Chemin faisant, la petite troupe s'avisait que le cortège de la C.G.T., installé derrière elle, ne se décidait pas à démarrer. L'idée leur vint alors... de l'attendre pour continuer la marche en le précédant.

On estima sans doute qu'entre le danger et l'ironie de la situation, la balance penchait en faveur de la solution humoristique. Imaginez en effet le contraste entre la petite troupe se préparant à jouer un bon tour et l'important cortège qui, malgré lui, était en train de la rattraper... pour la suivre.

A cet instant critique où les uns, accélérant soudain, rejoignaient volontairement, cette fois-ci, les autres. Que croyez-vous qu'il advint ? La C.G.T. chargea. Invectives, bouculés, molestés par le service d'ordre cégétiste, nos compagnons de la C.N.T. virent leur banderole arrachée puis déchirée en morceaux. Bref, à force d'insultes et de bourrades,

GÉRARD
(Groupe libertaire de Marseille)

en bref...en bref...

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme organise, le mardi 24 mai à 19 h, une conférence-débat animée par Bruno Estienne sur son livre « L'Islamisme radical ». Ceci se tiendra au 5, rue des Convalescents, à Marseille.

• La revue « Istok » organise, jeudi 19 mai 1988, à partir de 18 h 30, une réunion-débat avec ses lecteurs et ses amis, à l'occasion de la sortie du numéro 15 consacré à l'U.R.S.S. et au rock contestataire.

Pour assurer
l'indépendance du
« Monde libertaire »,
souscrivez...

1^{er}-Mai au Havre

Après les événements qui ont caractérisé ces dernières semaines la vie havraise (cf. *Monde libertaire* n° 705 et 706), le 1^{er}-Mai était en quelque sorte un test important au Havre. Un appel émanant de 80 syndicalistes (F.E.N., C.G.T., C.F.D.T., F.O.), du comité antiraciste havrais (A.P.A.A.M., M.R.A.P., L.D.H., S.O.S.-Racisme) — auquel s'étaient joints le P.S., la C.F.D.T., le comité Juquin, la L.C.R., l'U.P.F., l'union locale et le syndicat Santé social C.N.T., le groupe Jules-Durand de la Fédération anarchiste — était lancé pour le 1^{er}-Mai unitaire antifasciste.

On aurait pu s'attendre à un défilé antiraciste et antifasciste unitaire au Havre. Il n'en fut rien. Si les organisations précédemment citées réalisèrent un cortège conséquent (600 à 1 000 personnes), la C.G.T., le P.C.F. et ses satellites, bien qu'appelant, à la même heure et au même lieu, regroupant sensiblement le même nombre de personnes, préférèrent défilé dans la direction inverse au précédent cortège : situation risible dans d'autres conditions, désolante en cette période.

Les deux cortèges se croisèrent à l'hôtel de ville, mais il ne fut pas question d'unité malgré les appels pressants de la foule. Le défilé C.G.T. s'engouffra dans la mairie pour ne plus en sortir. Si celle-ci est à ce jour toujours communiste, l'implantation locale et le score électoral lepéniste — qui dépasse celui du P.C.F. — ont de quoi inquiéter, car l'envoie électoral du P.S. ne signifie en rien une profonde pratique dans les quartiers. Aujourd'hui, au Havre, le P.C.F. se dirige à grands pas vers un devenir de secte dogmatique, prenant le risque d'entraîner à sa suite la C.G.T. dont bon nombre de militants étaient quelque peu dégoûtés ce 1^{er} mai. Certes, la C.G.T. est encore puissante au Havre, mais essentiellement implantée dans des industries en déclin. En s'obstinant ainsi à de telles pratiques à la remorque du P.C.F., elle ne risque guère de convaincre les jeunes travailleurs français ou immigrés présents à la manifestation à se syndiquer.

Quant à nous, libertaires, regroupés derrière une banderole, « Travailleurs anarchistes syndiqués C.F.D.T., C.G.T., C.N.T. », nous ne nous faisons guère d'illusions sur les pratiques stalinienne. Le combat antifasciste passe par l'unité qui se réalisera dans les quartiers et les entreprises, au quotidien, en refusant les magouilles des politiciens de tout bord, en développant le combat anticapitaliste par la gestion directe et la maîtrise de nos luttes. C'est avant tout en s'attaquant aux causes sociales qui favorisent la montée de la xénophobie et du fascisme, en luttant contre la politique social-démocrate libérale de casse des acquis sociaux, d'attaque contre les travailleurs et en développant l'anarcho-syndicalisme que le fascisme reculera.

PHILIPPE (Gr. Jules-Durand)

1^{er}-MAI

Manifestation à Bordeaux

PRÈS de deux cents personnes s'étaient jointes au cortège de la Fédération anarchiste pour la manifestation du 1^{er}-Mai à Bordeaux. Cette manifestation a été une bonne opportunité pour demander la réintégration de notre camarade Fernando Bronchal, licencié pour délit d'opinion. Par ailleurs notre cortège a mis l'accent sur la nécessité de barrer la route au Le Pen, tout en faisant échec au consensus socialo-libéral. Refus du travail précaire, les 35 heures, plan d'urgence contre la pauvreté... Tels sont aujourd'hui les axes de lutte qui nous semblent prioritaires. Nous avons enfin réaffirmé notre soutien à la lutte anticolonialiste du peuple canaque.

Notre organisation était partie prenante du cortège unitaire anti-Le Pen. A la fin de la manifestation, la Fédération anarchiste a pris la tête de quelques centaines de personnes, qui se sont dirigées symboliquement jusqu'à la statue de Jeanne d'Arc pour protester contre la tentative d'accapement du 1^{er}-Mai par le Front national, et afin de dire non aux idées racistes et fascistes de l'extrême droite.

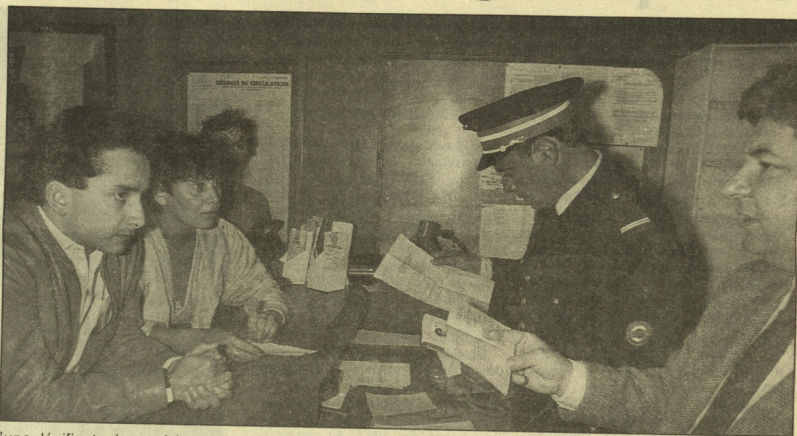
Deux drapeaux, noir et rouge, dressés ensemble sur la statue équestre attestaient de la volonté de lutter résolument et dans l'unité contre le développement du Front national et de ses « idées ».

Groupe F.A. de Bordeaux

CENTRE DE RÉTENTION

Des gens très gentils...

Un centre de rétention administrative est... un hôtel de police. Plus précisément, il s'agit d'un lieu de transit où les immigrés clandestins refoulés vers leurs pays d'origine, ou les prisonniers étrangers condamnés — en prime — à l'expulsion, sont retenus en attendant l'avion du départ. Cette rétention ne doit pas excéder six jours, au-delà desquels les pensionnaires doivent être libérés, si, pour des questions administratives ou par manque de place dans les avions, l'expulsion n'a pas lieu. Les pensionnaires de ces augustes lieux n'ont pas à être considérés comme des délinquants, puisque les uns n'ont commis aucun délit, et que les autres ont purgé leur peine. Ils ne sont donc pas considérés comme des prisonniers ; pas de barreaux, pas de menottes, autorisation de téléphoner, de recevoir de la visite, de consulter un avocat... Bref, en créant les centres de rétention administratifs, le gouvernement socialiste a édifié autant de petits temples des droits de l'homme, respectant les plus précieuses valeurs de la démocratie française (également appelée terre d'asile).



d'une lénifiante hypocrisie : certes, la bouffe est de celle que la plupart des Français n'oseraient pas donner à leur chien, mais ce n'est pas pour longtemps, et d'ailleurs, dans certains centres, il suffit de payer pour pouvoir manger décemment.

Evidemment, il est fâchéux pour ce jeune Zairois de ne pas avoir obtenu son statut de prisonnier politique : à son retour, il risque la torture, voire la mort. Mais il n'y aura peut-être pas d'avion d'ici six jours, ou un avocat fera un miracle... Hélas, les avocats ne se déplacent pratiquement jamais pour tirer d'un mauvais pas un étranger, fauché de surcroît.

poubelle qu'il se hâte de vider, pressé de se débarrasser de ceux qu'il a exclus. D'un point de vue strictement humanitaire, c'est un lieu où se trouvent provisoirement entassés les porteurs, si ce n'est de toute la misère du monde, du moins d'une incommensurable détresse.

D'un point de vue politique, la double peine, qui devient souvent la triple peine, puisque le délinquant expulsé est remis aux autorités de son pays avant son dossier judiciaire, ce qui lui vaudra au mieux une surveillance et une sévérité accrue, s'il a affaire à la justice locale.

Si, par comble de malheur, il y est déjà condamné, l'expulsion deviendra une extradition, de fait, et le « droit commun » des prisons françaises aura la possibilité d'apprécier immédiatement la différence... L'union sacrée des pays capitalistes pour organiser le flux — et le reflux — de la main-d'œuvre est heureusement complétée par la collaboration entre polices.

Les « pensionnaires » des centres de rétention n'ont pas forcément conscience des mécanismes qui les ont conduits là. De toute manière, ils n'ont guère de possibilité de révolte : même le soutien d'organismes spécialisés dans ces problèmes, comme la Cimade ou le Gisti, ne parvient pas toujours à sortir des centres de rétention les personnes les plus menacées, dont les cas particuliers pourraient présenter des possibilités de recours légaux. Encore, ces organismes se battent-ils dans le consensus de l'indifférence, en ces temps où toutes les grandes forces politiques rivalisent de « victoires » contre l'immigration irrégulière. Alors, qui soutiendra un immigré clandestin conduit là « seulement » par la famine et l'espoir, et à plus forte raison un taulard « qui n'avait qu'à y penser avant... »

Une anecdote, racontée par un fonctionnaire de police travaillant dans un centre de rétention, illustre sans doute mieux que des dénonciations théoriques la détresse des pensionnaires : un jeune Africain commet une tentative de cambriolage. Lors de son arrestation, les flics lui tirent dessus, lui cassant une jambe. Il est ensuite condamné à une courte peine, puis à l'expulsion. « A l'hôpital de la prison, on lui avait posé des broches, pour sa fracture, et ça lui faisait mal. Il acceptait d'être expulsé, mais il voulait à tout prix qu'on lui retire ses broches, avant. Il disait que dans son pays, il ne pourrait pas se les faire ôter. Alors, la veille de son expulsion, il a avalé des lames de rasoir. Devant moi ! C'est triste, vous savez... »

Gr. d'Anizy-le-Château

(1) A noter que le procureur avait demandé un mois de sursis, mais assorti d'une mise à l'épreuve pour régulariser sa situation.

Epilogue de cette triste histoire : l'hôpital pénitentiaire a estimé que des lames de rasoir jetables dans l'estomac, ce n'était pas bien grave. Le jeune Africain n'a pas été opéré, et il a été expulsé le lendemain, avec ses lames de rasoir et ses broches.

La destruction...

Les tentatives de suicide font partie du quotidien des centres de rétention. Heureusement, l'administration veille au grain. En assomant les expulsés de calmants. Les médecins qui visitent les centres de rétention sont généralement les mêmes que ceux des prisons, et prescrivent du valium et du tranxène dans des quantités aussi exorbitantes. En particulier les doses de tranxène administrées dans les centres de rétentions sont cent fois plus fortes que celles que l'on prescrit d'habitude pour les dépressions nerveuses... si tant est que l'immigré ne s'arrange pas pour doubler sa ration, en redemandant sa ration à chaque relève des gardiens ! Pas regardants, les flics ne font pas d'histoire pour redistribuer des médicaments, pour être sûrs d'avoir la paix.

Résultats : les étrangers qui sont tombés dans le piège de la drogue tendu par l'administration sont à la fois horriblement angoissés et complètement détruits, somnolents, accros surtout. Mais les crises de manque qu'ils feront dès leur retour au pays ne concerneront plus les autorités françaises. En somme, pour éviter trop de crises de rage ou de suicides qui feraient désordre, la police, avec la complicité des médecins, se livre à une destruction absolue criminelle des clandestins et des expulsés.

Une note d'optimisme pour finir ? « Ces gens-là, il faut les comprendre », affirmait un fonctionnaire de police du centre de rétention de Choisy-le-Roi. De fait, dans le centre en question, les gardiens ont compris les expulsés au point d'avoir saisi des éléments des plus subtils : entre autres, qu'un expulsé, comme un être humain, a parfois besoin d'oxygène pour pouvoir respirer. Or, l'ingénieur qui a construit ce centre, étourdi ou moins psychologue, a oublié ce détail.

Les cellules, de douze mètres carrés environ, comportent quatre lits superposés, laissant aux quatre pensionnaires un couloir d'au moins deux mètres pour se dégourdir les jambes (à tour de rôle). Elles sont également équipées de fenêtres, en matière incassable et opaque, impossibles à ouvrir ou même à entrouvrir. Comme aucun système d'aération n'a été prévu, que le chauffage est généralement poussé à fond, et qu'il est fréquent que les quatre pensionnaires lument beaucoup pour oublier leur angoisse, il est absolument certain, totalement évident, que si l'on n'ouvrait pas la porte de temps en temps, les immigrés en voie d'expulsion mourraient d'asphyxie en quelques heures.

Alors, bravant le règlement, n'écoutez que leur bon cœur (et leurs tympans : ces insolents cognent dans les portes lorsqu'ils étouffent), les fonctionnaires de police ouvrent, et laissent les étrangers prendre un bol d'air dans le couloir. Certains semblent d'ailleurs tout fiers et tout contents de leur altruisme. Et à les écouter, on a soudain la certitude qu'il devait y avoir des gens très gentils, parmi les gardiens des camps de concentration.

Pascale CHOISY

Le sordide...

A dégueuler. Une visite dans un centre de rétention vous plonge dans le sordide, d'autant plus insupportable qu'il est agrémenté

ANTIMILITARISME

Prise d'otage

Bruno Guilloire est militant de la Fédération anarchiste du groupe d'Anizy-le-Château, dans l'Aisne. Inscrit depuis plusieurs années au service civil, la justice s'était déjà — en octobre 1986 — intéressée à son cas puisqu'il a comparu devant le tribunal correctionnel de Soissons ; il avait alors été condamné à 3 mois de prison avec sursis (1) (voir Monde libertaire n° 641).

Insoumission en temps de paix

Mais la France des militaires ne pouvant se satisfaire d'un verdict si peu conforme à la machine institutionnelle, c'est donc 5 mois plus tard, soit en février 1987 que Bruno se voit adresser un dossier émanant de la D.R.A.S.S. (Direction régionale des affaires sanitaires et sociales), laquelle lui enjoint de lui retourner immédiatement une demande d'affectation afin d'être intégré au service civil. Bruno refusant tout dialogue ou négociation avec la D.R.A.S.S., c'est logiquement la gendarmerie locale qui prend le relais et apporte au domicile de notre camarade, au début juin 1987, un ordre de route l'invitant à se rendre à la D.R.A.S.S. de Paris avant le 22 du même mois. Bien évidemment, il ne s'y rendra pas.

Puis, durant tout le mois d'octobre 1987, la maréchaussée n'aura de cesse d'effectuer visite sur visite au domicile de Bruno, faisant ainsi pression pour qu'il se rende à la convocation précédente. Face à l'absence de réaction, les gendarmes menacent de faire délivrer un mandat d'amener.

S'ensuit un silence de quelques mois ; c'est en mars 1988 que Bruno Guilloire se voit remettre par l'intermédiaire d'un huissier une assignation à prévenu pour comparaitre devant la chambre spécialisée aux infractions militaires, au tribunal d'Amiens, le 18 avril 1988. Motif

invocé : « responsable de s'être à Vorges le 1^{er} juillet 1987 rendu coupable d'insoumission en temps de paix... »

Jean-Jacques De Félice n'étant pas disponible le jour du procès adresse au tribunal d'Amiens une demande de renvoi. Pour cette raison, le groupe de la Fédération anarchiste d'Anizy-le-Château n'a pas décidé d'une mobilisation maximum. Notre camarade se présente donc le 18 avril devant « ses juges ». Il est accompagné de quelques personnes.

Le renvoi est accordé sans difficulté, le report étant fixé au 16 mai (à signaler que les autres affaires renvoyées ce jour-là l'ont été à des dates beaucoup plus éloignées) ; l'incidence d'une éventuelle amnistie présidentielle sur le sursis pesant actuellement sur Bruno ne semble pas étrangère à cette précipitation judiciaire !

Ainsi, ce renvoi décidé à contre-cœur avait à tel point aiguisé la frustration du tribunal et du ministère public que se déroula alors un épisode qui — en d'autres temps — eût pu sembler cocasse mais qui, pour la circonstance, était tout simplement scandaleux.

Un mois de prison pour « réfléchir »

En effet, à peine Bruno avait-il quitté la barre que se précipitaient sur lui deux gendarmes dans le but manifeste de lui passer les menottes. Immédiatement, notre insoumis interrompt le déroulement de l'audience et exige des explications ; réponse cynique du président du tribunal : « Vous êtes insoumis, et un mois de prison vous permettra de réfléchir ». Furent alors des exclamations : « parodie de justice, mascarade... ».

Précisons que cette interpellation n'a aucun fondement légal, qu'il n'existe pas en matière d'insoumission de disposition permettant de

décerner mandat de dépôt à la barre. A cette occasion, la justice a montré une nouvelle fois son absence de scrupule à piétiner les lois qui la régissent, sa totale partialité et son mépris des individus.

Bruno Guilloire est ensuite emmené à la gendarmerie d'Amiens. Entre-temps, nous contactons M. De Félice qui confirme l'illégalité de cette arrestation. Nous nous rendons à la gendarmerie où nous exigeons la libération immédiate de Bruno ; interdiction nous est faite de le voir.

Durant les quelques heures que durera son interpellation, notre camarade assistera à un ballet constant de directives contradictoires entre la 2^e région militaire de Lille et la D.R.A.S.S. parisienne. En définitive, nos braves gendarmes font deux propositions à Bruno : soit rédiger une lettre de renonciation au statut d'objecteur de conscience et intégrer un service armé ; soit rejoindre son affectation civile à Paris. Bruno demande alors que soit consigné par écrit la déclaration suivante : « réaffirmation de son refus de toute collaboration avec l'armée et l'Etat, conformément à ses principes libertaires ». Quelques instants plus tard, Bruno est libéré, non sans avoir passé plusieurs heures menotté à un radiateur, sous la garde constante d'un képi discipliné.

Ceci nous donne à réfléchir au prochain épisode (16 mai à 14 heures) qui ne manquera pas de se présenter sous le jour de l'intolérance, de la revanche, de l'oppression forcée. Raison de plus pour adresser en nombre télégrammes et messages de soutien à : Monsieur le président du tribunal correctionnel d'Amiens, chambre spécialisée aux infractions militaires, Palais de justice, 80000 Amiens.

Gr. d'Anizy-le-Château

NUCLÉAIRE

Polémique autour de Superphénix

UNE nouvelle polémique secoue le surgénérateur Superphénix, a-t-on appris de source sûre le 7 avril. Elle risque d'entraîner un nouveau retard dans la remise en route de la centrale. L'objet en est les 14 traces suspectes de la cuve du réacteur, dont la découverte fut annoncée le 17 mars dernier, et notamment la manière

dont elles ont été traitées lors des premiers contrôles de fabrication effectués par le constructeur italien Ansaldo.

Pourquoi ?

Les autorités de sûreté se sont quelque peu étonnées de cette divulgation tardive. Et au directeur du S.C.S.I.N. (1) de s'interroger : « pourquoi le constructeur, au moment de la fabrication de la cuve, n'a-t-il pas décidé de refaire les soudures présentant des défauts, si minimes soient-ils ». A cette question, on pourrait ajouter celle-ci : pourquoi le surgénérateur a-t-il démarré alors que les installations d'évacuation du combustible n'étaient pas finies d'être construites ? (2)

NOUVELLES DU FRONT

• **ARMÉE D'IMMIGRÉS.** Avec l'éclat que l'on sait, Le Pen a cette année encore récupéré Jeanne d'Arc pour sa croisade personnelle. Celle-ci en a l'habitude, et il n'est pas le premier : maurassiens et pétainistes, d'abord, puis F.T.P. communistes durant la Résistance firent d'elle un mythe patriotique. Oubliant tous que si la fameuse « pucelle » a bouté les « Anglois » hors de France, elle ne le fit pas seule. Outre les Français, ses troupes étaient composées d'Ecoisais, de Gascons, d'Espagnols, de Lombards, de Piémontais, etc. Avant son arrestation, Jeanne avait même confié le commandement à un certain capitaine Baretta...

• **INTERDICTION PROFESSIONNELLE.** Non content de l'empêcher d'exercer son métier d'instituteur, l'Education nationale vient de réclamer à Didier Queyraud la somme de 100 000 F pour crime de désertion. Celui-ci, objet d'une conscience n'ayant effectué qu'un an de service civil, a été radié de son poste en 1987. Aujourd'hui, arguant d'une rupture de contrat, l'académie de Nantes veut récupérer les sommes perçues par l'élève instituteur pendant sa formation. Après Bertrand Desroches et Bernard Jaudon, également licenciés pour des motifs analogues, le ministère s'acharne sur les objecteurs... Il n'y a pas de petits profits !

• **C.S.R.** Répondre antimilitariste au (1) 43.03.62.03 (trois minutes d'informations et possibilité d'enregistrer un message). Toute personne intéressée par des renseignements sur l'objection, l'insoumission ou n'importe quelle forme de résistance à la militarisation peut contacter la C.S.R. pendant la permanence téléphonique du mercredi, de 21 h 30 à 23 h (prises de rendez-vous).

• **LES ASSASSINS.** Fidèle à son rôle de trique de l'Etat, l'armée française vient de remporter une grande victoire... en temps de paix (mais n'est-ce pas déjà une guerre coloniale) et contre des citoyens qu'on prétend français. En Nouvelle-Calédonie, le général de brigade Jacques Vidal entra dans l'histoire comme l'assassin de 19 Kanaks. G.I.G.N., gendarmes parachutistes, commandos de marine, infanterie de marine, etc., ont ainsi pacifié les « sauvages terroristes ». Selon Pons, « C'était une affaire qui concernait l'honneur de l'armée française et l'honneur de la gendarmerie ». Maintien de l'ordre contre des bandes armées, rebelles, regroupement des populations civiles pour assurer leur protection, honneur de l'armée française... cela nous vous rappelle rien ? Je vous ai compris...

G. HOST

Voici bien des questions qui montrent que le démarrage de Superphénix s'est effectué avec quelque empressement. Il semble bien que les enjeux économiques qui tournent autour du nucléaire soient tels (3) qu'ils puissent prendre le pas sur les impératifs de sûreté. Présentation des choses que récuse formellement la direction d'E.D.F. Et pour se justifier du fait que les autorités de sûreté n'aient pas été prévenues des 14 traces suspectes, et que les soudures n'aient pas été refaites, elle précise qu'« il ne s'agit en aucun cas de défauts et encore moins d'amorces de fissures » mais d'« indications (4) un peu anormales » qui « sont à la limite du tolérable normal ».

Seulement, si on étudie quelques problèmes survenus à des centrales, on est bien obligé de constater que l'exploitant à tendance à se passer des autorités de sûreté voire à s'y opposer (Tricastin), cela au profit de la production :

- à la centrale de Paluel, le 24 novembre 1986, des essais sur le réacteur chaud ont été menés sans que leur autorisation officielle par les autorités de sûreté ne soit parvenue à la centrale. « Du point de vue de la sûreté, une démarche inacceptable », a estimé le S.C.S.I.N. (5) ;
- à Tricastin les opérateurs ont fonctionné hors critères de sûreté une dizaine de jours pendant lesquels, selon les syndicats, se déroulait un conflit de préséance entre l'I.S.R. (6), partisan de l'arrêt, et la direction, favorable à la production ;

TOULOUSE

Manifestation de soutien

PLUS d'un millier de personnes ont manifesté leur réprobation face au massacre des indépendantistes kanaks, au cours d'une manifestation (interdite) appelée par le C.I.S.K.Y. (Comité d'information et de solidarité avec la Kanaky) et d'autres organisations : le S.C.A.L.P., la Fédération anarchiste, la L.C.R., etc. Le cortège a parcouru toute la ville, à la grande surprise des passants. Les slogans les plus repris : « Armée fout le camp hors de Kanaky » et aussi « Pas d'omelette sans casser Pasqua ».

Regroupés devant la préfecture, les manifestants ont jeté des œufs sur la façade. Les flics ont répondu par des grenades lacrymogènes, prouvant ainsi qu'en France comme en Kanaky l'Etat ne tolère pas qu'on dénonce sa politique colonialiste et barbare.

La manifestation a continué son trajet et s'est dispersée dans le calme.

Groupe Albert-Camus

• enfin à Superphénix où les autorités de sûreté n'ont eu connaissance de la fuite qu'un mois après son début.

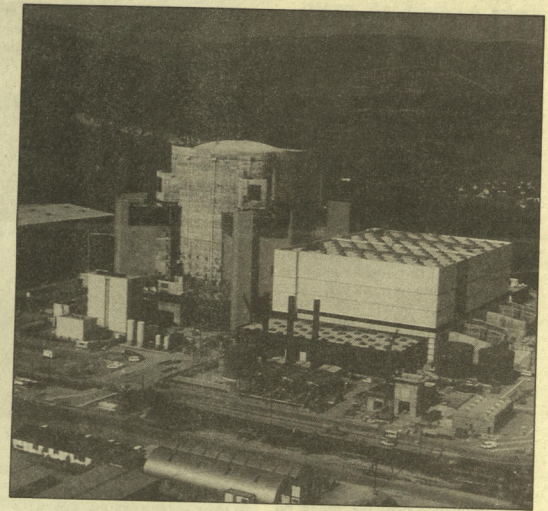
Le fond du problème

Le nucléaire est une technique excessivement dangereuse, Tchernobyl est là pour nous en fournir la preuve. Aussi nécessite-t-il une adéquation parfaite entre l'exploitant et les services de sûreté. C'est bien là le fond du problème. Or, tout ce qui accroît la sûreté diminue également la rentabilité économique de la technique. Comment alors éviter les conflits entre sûreté et production ?

On parle beaucoup de la nécessité de mettre en place des structures indépendantes d'information. Le rapport parlementaire sur les incidents dans les centrales françaises l'a abordé fin 1987. Et dernièrement (7) le B.E.U.C. (8) a présenté une série de propositions pour que le danger nucléaire soit géré par une structure indépendante des Etats et de l'industrie au niveau européen. Un organisme indépendant d'information qui avertirait le S.C.S.I.N., cocasse non !

Daniel GALY (Tarn)

- (1) Service central de sûreté des installations nucléaires.
- (2) La Gazette nucléaire n° 82/83.
- (3) Pour ce qui est des surgénérateurs, et pour leurs promoteurs, ils nous donneront l'indépendance énergétique à la fin du XXI^e siècle (réunion d'information sur le cycle du combustible nucléaire organisée par la Société française de l'énergie nucléaire le 20 avril 1988 au Palais de la découverte).
- (4) Voir encadré.
- (5) A.F.P.
- (6) Ingénieur de sûreté et de radio-protection.
- (7) Le Monde du 22 Avril 1988.
- (8) Bureau européen des unions de consommateurs.



Des indications un peu anormales

Novembre 1987, le consortium européen N.E.R.S.A. qui exploite Superphénix fournit au ministère de l'Industrie un dossier en vue du redémarrage rapide de la centrale Superphénix sans le barillet. Monsieur Madelin a refusé cette remise en route et a demandé de nouvelles garanties, notamment sur l'état de la cuve du réacteur.

Au mois de mars, la N.E.R.S.A. a informé le S.C.S.I.N. que « les lectures des clichés radiographiques de contrôle ont montré des indications qui nécessitent des analyses approfondies ». Or dans les milieux informés, le terme « indication » signifie que les contrôles ont permis de détecter des traces suspectes d'origines encore indéterminées.

Au mois de mai prochain, le robot M.I.R. (Machine d'inspection du réacteur) inspectera la cuve, il pourra ainsi évaluer la gravité de ces 14 traces, ainsi que leur ancienneté.

Daniel GALY (Tarn)

R.A.T.P.

« Dieu existe » !

DEPUIS plusieurs mois, les commandements locaux du service exploitation de la R.A.T.P., adressent certains de leurs agents aux services médicaux, ou para-médicaux de la R.A.T.P., afin de leur faire subir des « visites médicales (ou psychotechniques) spéciales ». Ces décisions émanent des cadres de la R.A.T.P. qui, au-delà d'une formation technique spécialisée, n'ont aucune formation médicale ou psychologique. Un souci de prévention est arboré par ces cadres, mais le fort taux de délégués syndicaux, de délégués

du personnel, ou tout simplement d'agents ayant eu récemment des rapports conflictuels avec l'appareil hiérarchique, qui sont convoqués à ces visites, laisse supposer la possibilité de quelques règlements de comptes.

« J'ai déjà volé »

Le test psychologique se déroule comme suit : au sujet sont présentées de 2 à 300 assertions qu'il doit ranger dans trois catégories de réponse (en fait, de jugement : « faux », « je ne sais pas », « vrai »). Peut-on et doit-on,

lorsqu'il s'agit de statuer sur la capacité de conduire un bus ou un méro, imposer de répondre par « vrai » ou par « faux » à des propositions du genre : « Je suis attiré par des individus du même sexe... J'aime ma mère... J'ai eu des expériences sexuelles spéciales... J'ai déjà volé... Je suis indigné lorsque la justice innocente un accusé à cause de l'éloquence de son avocat... »

Bref, la R.A.T.P., qui se contentait jusqu'à présent d'exiger un extrait de casier judiciaire, effectue sa propre enquête et interroge du même coup les options politiques ou les attitudes syndicales d'une manière préventive : « Si on m'en donnait l'occasion, je serais un bon meneur de foule ». Une grande importance est, aussi, accordée à la religiosité : « Je me conforme aux directives divines » car « Dieu existe ». La croyance en Dieu (et lequel) conditionne-t-elle l'aptitude d'un conducteur ? Par contre, il est probable qu'elle favorise sa soumission au commandement profane.

Il semble bien que le respect de la vie privée et des opinions personnelles, c'est-à-dire la liberté humaine, ne fait pas partie des préoccupations et des objectifs des « psychologues » qui appartiennent à la R.A.T.P. Lorsque le fascisme défile dans la rue le 1^{er} mai, cela heurte nos sensibilités, mais il s'est déjà installé dans les entreprises.

JEAN-PIERRE (Gr. « La Cecilia »)

Solidarité dans les rues parisiennes

Malgré l'interdiction signifiée au dernier moment par la préfecture de police, environ un millier de personnes se sont rassemblées au métro Charonne samedi dernier à 14 h pour protester contre le massacre de dix-neuf Kanaks à Ouvéa. La manifestation, à l'initiative de l'A.I.S.D.P.K., était soutenue par diverses organisations de gauche, d'extrême gauche, syndicales et humanitaires (excepté le P.S.) ainsi que, bien sûr, la Fédération anarchiste. Le statut Chirac-Pons, ainsi que la volonté gouvernementale de dissolution du F.L.N.K.S., n'ont guère été à l'honneur cet après-midi.

Lors de ce rassemblement, nous avons pu remarquer l'impressionnant déploiement des « forces du désordre » entre République et Charonne.

A cette occasion, l'A.I.S.D.P.K. et le F.L.N.K.S., lors de déclarations successives, ont réaffirmé le droit à l'autodétermination du peuple kanak et dénoncé l'attitude inqualifiable du gouvernement français, relayé par la presse, pour justifier la tuerie de la semaine dernière. Avant la dissolution, rendez-vous a été pris pour une manifestation, cette fois, le 10 mai.

Fédération anarchiste



MAI 68

« Paysans en lutte »

Poursuivant l'évocation de Mai 68 et de ses suites, Radio-Libertaire et le Monde libertaire présentent cette semaine un aperçu du mouvement paysan dans la région nantaise et en Loire-Atlantique.

Le comité de rédaction

Et paysans travailleurs est né avec Thaveau, Bréhévet de la scission du C.J.D.A. avec le C.N.J.A. En Loire-Atlantique, il y avait donc paysans travailleurs et les paysans en lutte qui, parallèlement à cela menaient une réflexion depuis 68.

— **Radio-Libertaire** : Mai 1968 à Nantes, c'est ce qu'on a appelé la « Commune de Nantes » où une solidarité s'instaura entre paysans et ouvriers. C'est surtout un mouvement pas très connu aujourd'hui par les jeunes paysans.

— **René** : « Paysans en lutte », pour moi, cela a été un déclic, mais cela l'a été avec tout ce que la J.A.C. (Jeunesse agricole chrétienne) m'a apporté à une époque. Après 68 est venu « Paysans en lutte » qui donnait la priorité à la réflexion des individus dans une profession qui était laissée pour compte. Parce que paysans c'est la première chose que les gens font en arrivant dans un pays. Et puis après il se fait des industries, et puis on est de la deuxième ou de la troisième génération d'ouvriers ou de salariés. Aujourd'hui, pour la plupart, les paysans ont tous leurs enfants qui sont ouvriers et on n'a jamais, pour autant qu'on comprenne, méprisé le monde ouvrier, et pour cause, on en est, ou alors on ne se reconnaît plus comme travailleur.

Pour moi, cela a été le début de la conscience de classe.

— **R.-L.** : « Paysans en lutte », c'est donc parti après 68 ?

— **R.** : Oui, c'est parti de l'intelligentsia paysanne, cela veut dire qu'il y avait des gens qui cogitaient et qui n'avaient plus envie d'être derrière des barrières ou des slogans complètement éculés. Ils réfléchissaient à d'autres choses.

Quand cela bouge partout, dans les usines, dans les faces, pourquoi pas dans les champs ? Mais pas parce que c'est la mode ou parce que c'est du snobisme, c'est parce que t'as vraiment envie de secouer le cocotier.

Tu sais 1958, tu vois de Gaulle, tu vois tout ce qui a suivi, la Cinquième qu'ils appellent... il y en a marre... Et, ce jour-là, cela a été la révolte mais y compris des paysans. Eux aussi, ils pouvaient. Avec des échanges culturels, ils sont convenus de rencontrer d'autres couches sociales et puis ils se sont trouvés les mêmes adversaires, les mêmes alliés ; et il se trouve que c'est de là que sont parties les premières réflexions de « Paysans en lutte ». Et de paysans en lutte, c'est allé à paysans travailleurs en passant, en tout cas en Loire-Atlantique, par le déclic du C.D.J.A., organisation jeune de la F.N.S.E.A. rattaché au C.N.J.A. Là aussi il se véhiculait des idées, y compris syndicalistes ; on pouvait le croire à l'origine, mais on a vu que c'étaient surtout des idées de chefs d'entreprise, de gens qui en voulaient mais surtout à l'économie de profits, le reste ils s'en tapaient.

On est arrivé à des aberrations. Et quand les gens ont analysé tout cela, ils ont changé et ils se sont dit : « Mais c'est pas vrai, que le C.D.J.A. peut nous confier, ce n'est pas possible... », alors ils ont fait scission. On ne pouvait pas être le marchepied du pouvoir en place.

Quand tu sais que les hobereaux, les notaires, les vétérinaires, les marchands de bestiaux, les toubibs, les pharmaciens et puis toute la bourgeoisie locale paysanne avec des pouvoirs de décision t'ont aliéné autant, tu te révoltés très fort parce que le balancier, pour moi, plus il vient de loin plus il va loin, peut-être en déséquilibre... tant pis.

— **R.-L.** : Ce que tu décris, explique peut-être l'espèce d'action qu'on qualifierait, à notre niveau, d'action directe, qui fait que les paysans de cette époque prenaient leurs problèmes en mains : ce n'était pas dire : « On est mécontent, on va mieux voter la prochaine fois » ?

— **R.** : A l'époque, on faisait ce qu'on pouvait et on ne se privait pas. D'abord on n'y croyait très

ne te dis pas. Ils étaient allés en Algérie, ils en avaient eu marre de la hiérarchie, ils avaient compris et, tout d'un coup, les notables leur disent « Attention... Paris brûle » et ils sont prêts à y aller. Quand tu as des copains qui en sont rendus là, tu te dis : « C'est pas vrai, demain ils me tiendront au bout de leur fusil, mais tant pis ils tireront. » C'est vrai que des gens sont morts fusillés par des Allemands parce qu'ils se révoltaient contre une chose. Nous on se révoltait contre d'autres, c'était un peu la même chose... on avait choisi notre camp. Cela voulait dire qu'on était les opprimés contre les oppresseurs.

Après cela il y a eu le Larzac. Cela a été une belle rampe de lancement pour les paysans travailleurs, quelque chose de fulgurant pour l'ensemble de l'hexagone.

« Paysans en lutte », c'était la réflexion, les gens restaient des individus, faisaient des rencontres et cela valait le coup d'échanger. Et chacun restait dans sa crémerie, quand tu as fait le tour des syndi-

Quand tu as fait le tour de tout ce que les organisations t'ont amené à être, tu ne peux pas être rien du tout ! Il faut en avoir conscience sans plus mais sans moins. Il arrive un moment où te te dis : « J'ai plus envie d'aller aux réunions, je n'ai plus envie de rencontrer ces gens-là, je n'ai plus envie d'aller me mesurer à eux ». Mais tu as autre chose. Le lait, la viande, les légumes renversés dans la rue cela rejoint complètement ce qu'on n'a plus envie d'être. On ne va pas aller dans la cohorte des gens qui veulent se développer à tout crin, en faisant quoi, des merdes, en faisant quoi de la planète, un désert ? Si c'est à ce prix-là qu'il faut « la réussite sociale » ou économique, et bien ça ne nous intéresse pas.

Ce n'est pas ces choses-là qui sont prioritaires. Et moi, j'ai mis vingt-cinq ans à en faire le tour, mais ces vingt-cinq ans-là ne sont pas pour moi étrangers à ce que je suis maintenant, parce que ce n'était pas possible autrement. Mais le développement j'y suis allé à fond ; des techniciens j'en ai été y compris leur patron parce qu'on était les responsables soi-disant. On était les praticiens, ils étaient les techniciens ; lesquels ont aliéné les autres, je voudrais bien le savoir. Mais on n'était pas assez fort sans doute. Il y en a qui ont bifurqué il y a quinze ans, d'autres il y a vingt ans. Ils ont dit : « Nous on n'ira pas dans cette galère ». Et ce sont eux qui ont raison.

— **R.-L.** : Le syndicalisme paysan est si figé ? Rien n'a bougé ? Rien n'a évolué ?

— **R.** : Les paysans sont en voie de disparition. Ce sont tous des chefs d'entreprise ; les paysans moyens sont devenus les petits paysans, ils deviennent des agriculteurs. Les mesures ne sont faites que pour permettre à des gens de s'en tirer.

Quand on avait analysé, au Larzac, que l'armée était inféaste, c'était un choix fondamental. Ce n'est pas la F.N.S.E.A. qui est venue nous aider, c'étaient tous les révoltés de la planète. Les organisations actuelles ont pour rôle de museler les individus. On ne peut pas faire l'économie du parcours, mais j'aime bien les raccourcis quand même.

Aujourd'hui cela est devenu beaucoup plus « corpo ». Les techniciens sont devenus les potentats du pouvoir. Ils te font faire des conneries, mais, eux, ils ont leur salaire à la fin du mois. Le paysan, lui, il morfle, c'est son rôle et il y a aujourd'hui cinq techniciens pour un paysan.

Dans Paysans en lutte, techniciens, ingénieurs, paysans s'aidaient, se parlaient. Ils nous aidaient à bien cerner les aliénations. Quand tu vois les vieux soixante-huitards devenus directeurs de chambre d'agriculture... Si tu me dis qu'il a une parcelle de paysan ce mec-là, je te fous mon billet que ce n'est pas vrai. Je peux prétendre que des individus ont changé. Cela nous a fait exister, cela nous a redonné un espoir à vivre, cela a été un acquis très riche à une époque donnée.

F.N.S.E.A. : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
C.N.J.A. : Centre national des jeunes agriculteurs.
C.D.J.A. : Centre départemental des jeunes agriculteurs.



fort, on était motivé à plein. Tu y vas parce que tu as envie.

Les premières actions que j'ai pu vivre, c'est l'arrestation d'Olivier Guichard, ministre de l'Education nationale, aujourd'hui président du conseil général de Loire-Atlantique, qui a fait que deux jours après, il y avait trois paysans en taule. Cela m'a fait dire : « Moi, je ne me rase plus parce qu'il y a autre chose à faire. ». Dans ce domaine, il est vrai, le traumatisme, pour le donner à ces gens-là, on est loin du compte. Si ils pouvaient nous lobotomiser, je te jure qu'ils ne s'en priveraient pas et on serait en bonne place. Parce que quand tu leur répliques avec la même conviction que celle qu'ils peuvent avoir, à savoir qu'ils ont eu tout le temps le pouvoir et qu'ils veulent continuer à l'exercer. Quand tu es capable de leur démontrer leur cabane, ils ne te le pardonnent pas. Olivier Guichard, il n'avait même pas porté plainte. Le pouvoir est répressif, il n'y a même pas besoin que le ministre se plaigne.

Alors après, la répression est tombée. Après, cela a surtout été la solidarité vis-à-vis des travailleurs. Cela a aussi été la démythification des drapeaux d'anciens A.F.N., parce que le ministre allait à une remise de drapeaux. C'était fait pourquoi ? Les copains qui sont allés en Algérie en avaient bavé, ils ne pouvaient même pas dire ce qu'ils avaient vu. Quand ils revenaient chez nous, ils étaient enveloppés par des notables dans du tricolore et cela les faisait être patriotiques, presque des héros. Quand tu as des copains, du même âge que toi, qui, avec 68, étaient prêts à partir le fusil à la main si de Gaulle ou Debré les avaient appelés, alors Massu je

cats tu ne peux pas les appeler autrement. Et puis chacun venait de son horizon différent, avait la volonté de se mettre ensemble à discuter. C'était un creuset qui, pour moi, était fondé. C'est quand même colossal de voir des gens capables de s'atteler à la même tâche et de savoir que chacun, après, retournera chez lui pour redistribuer ce qu'il a acquis avec d'autres. Et c'est vrai que Paysans travailleurs à un peu cassé Paysans en lutte. Il s'institutionnalisait.

— **R.-L.** : Paysans en lutte était un moyen que se donnaient les paysans pour prendre conscience de tout ce qui leur était arrivé dans leur vie, et d'essayer de le dépasser politiquement ; démarche complètement politique parce que remettant en cause tout ce qui t'arrive. Et Paysans travailleurs, c'était dans la continuité de cela. Mais les réponses politiques étaient données plus par l'extérieur, plus en référence à des idéologies préexistantes et reflétées par des individus appartenant à telle ou telle chose ?

— **R.** : Complètement. Pour moi, cela n'a pas la même consistance. Et c'est vrai que l'émanation directe de 68 c'était Paysans en lutte, alors que Paysans travailleurs c'est devenu le syndicat le plus à gauche. Quand l'individu est tellement existant, les organisations, il n'en a pas peur, il peut les affronter mais il ne va pas forcément y souscrire, parce que c'est trop dangereux. J'ai rencontré des organisations syndicales, on allait par solidarité et on était taxé de vendre notre soupe. Tu rencontrais des structures. On apportait notre solidarité à des ouvriers en grève (solidarité de classe) et on rencontrait le délégué !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

POLOGNE

Solidarnosc : le réveil ?

QUAND, avant le septennat de Mitterrand, le phénomène Solidarité s'étendit en Pologne un ensemble hétéroclite soutenait le syndicat, mais ce qui prévalait était quand même une transformation de la société (1). Après 1981 et l'instauration de l'état de siège, des clivages se sont opérés, Solidarnosc organisation syndicale ou renouveau de la Pologne éternelle ?

Nous assistons au niveau des médias au même phénomène avec les grévistes des forges Lénine. Qu'est-il plus important aujourd'hui à Nowa-Huta : que les ouvriers qui le désirent puissent assister à la messe dans l'usine ou qu'ils soient en grève. Fermons la parenthèse. Quelles que soient les réticences que nous avons quand nous voyons le goupillon se mêler au mouvement ouvrier, des événements importants se passent pour le syndicalisme en Pologne.

Description de l'« Huma »

Le quotidien *L'Humanité* daté du samedi 7 mai joue sur un autre registre. Après l'intervention de la police à Nowa-Huta, le « déploiement des forces de sécurité autour des chantiers navals de Gdansk », le quotidien communiste français, tout en reconnaissant que la vague de grèves avait pour cause « certaines conséquences de la réforme économique sur les conditions de vie des travailleurs », donne la parole à la confédération O.P.Z.Z. (syndicat officiel) qui elle-même prend du recul dans ses commentaires, ainsi : « Les syndicats sont chargés de mener une lutte authentique de défense des intérêts des travailleurs, c'est pourquoi le comité exécutif se déclare solidaire des personnels des entreprises et de leurs syndicats. Ils soutiennent toutes les actions légales (2), toutes les luttes pour le main-

tien des salaires et du niveau de vie ».

Mais, toujours selon *L'Huma*, l'organisation syndicale Solidarnosc est toujours présente, mais « négociant avec Walesa et les anciens dirigeants de "Solidarité" reviendrait à les reconnaître comme syndicalistes responsables alors qu'ils se sont engagés, depuis longtemps, dans l'action strictement politique et qu'ils ne cachent pas leurs désirs de déstabiliser le pouvoir. »

Les informations directes sur ce qui se passe arrivent avec du retard, mais le décodage des articles de *L'Humanité* montre que la grève à Nowa-Huta est un événement social que le syndicalisme officiel polonais ne peut ni condamner ni influencer. Le quotidien du parti, tout en condamnant les animateurs de la grève, tempérait en disant que les « autorités doivent faire preuve de patience car les aventuriers politiques se cachent de nouveau (3) derrière les grévistes ».

Bref, si on comprend bien, Solidarnosc renaît de ses cendres et réussit à entraîner avec lui un mouvement de masse...

Le 1^{er}-Mai

A la veille du premier mai (4), les autorités polonaises avaient pourtant tout fait pour faire baisser la tension. Annoncer la fin de la grève des sidérurgistes de Stalowa Wola, libérer deux responsables de Solidarnosc (Janusz Onyszkiewicz et Zbigniew Bujak), c'était possible, mais faire baisser la tension dans les luttes, ça ne se décrète pas en Pologne comme ailleurs !

Pendant la journée de solidarité internationale, il y a eu un peu de tout en Pologne. De la messe célébrée à l'église Sainte-Brigitte des chantiers navals de Gdansk (8 000 participants, dont Lech Walesa) à Poznan, où 3 000 manifestants ont

défilé sous la banderole « Solidarité avec les grévistes de Nowa-Huta », où est la réalité ouvrière en Pologne ?

Le gouvernement polonais a adopté, le samedi 30 avril, un projet de loi pour que l'exécutif ait des « pouvoirs extraordinaires » pour poursuivre la perestroïka en Polo-

revendications des grévistes ». Ça branle dans le manche dans la normalisation... La police est intervenue à Nowa Huta la veille de négociations, mais pas aux chantiers navals de Gdansk. Pourtant, dans ces derniers, la direction avait tout rejeté en bloc : revendications comme négociations.

être poursuivis. Le surlendemain (27 avril), 20 000 métallurgiques rejoignent le mouvement, Lech Walesa apporte « l'entier soutien de Solidarité ».

Les grévistes réclament alors 50% d'augmentation de salaire, une prime de vie chère de 6 000 zlotys, la réintégration de leurs camarades licenciés pour activisme syndical et des hausses de salaires pour les couches défavorisées. A partir de Nowa Huta la solidarité s'étend, aux autres usines de Pologne comme aux étudiants. Le gouvernement polonais tente actuellement de diviser le mouvement, mais le centre minier de Lubin rejoint Nowa Huta, Gdansk et Wrocław pour ne parler que des noms connus et prononçables !

La solidarité avec les grèves en Pologne va se mettre en place. Sans rien augurer de l'avenir, mais en ayant le passé en tête notre « mot d'ordre » doit être : à la S.N.E.C.M.A., comme à Michelin, comme à Nowa Huta, comme aux chantiers Lénine ! Pour nous, l'internationalisme n'est pas un vain mot, dans le soutien à Solidarnosc il ne devrait pas y avoir de place pour ceux qui ne tolèrent les grèves que dans les pays de l'Est. Il vaut mieux définir clairement les choses dès le début...

A part ça, l'espoir renaît en Pologne, consacrons-y nos forces militantes, mais en évitant les voies de garage fussent-elles sanctionnées !

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)

- (1) Le gouvernement polonais allait même jusqu'à accuser Solidarnosc de vouloir « anarchiser » la société. Le plus beau des compliments !
(2) Soutigné par la rédaction.
(3) Soutigné par la rédaction.
(4) A l'occasion duquel le général Wojciech Jaruzelski a annoncé qu'il ne permettrait ni le retour à « l'anarchie et aux désordres » ni « la destruction des fondements du régime ». Dont acte !



gne. Jusqu'ici, seuls les zomos et autres forces de police se sont montrés...

La grève

« Aucun syndicaliste ne peut approuver le recours à la force contre des ouvriers. », c'est ce qu'a déclaré le président de l'O.P.Z.Z., Alfred Miodowicz, tout en disant que les responsables du syndicat officiel soutiennent « certaines des

C'est le 25 avril que la ville de Bydgoszcz était paralysée par un grève des transports, les syndicats officiels (O.P.Z.Z.) prennent la tête des négociations et obtiennent le soir-même 63% d'augmentation des salaires. C'est le lendemain qu'un peu plus de 5 000 ouvriers des 32 000 des aciéries de Nowa Huta se mettent en grève, demandant une augmentation de salaires, une prime de vie chère et l'assurance de ne pas

TIBET

Nouvelles des colonies chinoises

LE 25 octobre 1950, un contingent chinois envahissait le Tibet, officiellement pour le « libérer ». Ça ne fut pas difficile : ce pays n'était pas armé et vivait dans un isolement séculaire. Il y avait très exactement six Occidentaux ce jour-là au Tibet : le libérer de qui ?

Le chef des bouddhistes tibétains, le Dalaï-Lama, était placé sur le trône par les Chinois à l'âge de quinze ans. De réformes économiques maladroites en tentati-

ves d'apaisement demeurées vaines, le mécontentement ira croissant jusqu'en 1959, date du grand soulèvement anti-chinois. Après une répression féroce, le Dalaï-Lama s'enfuit en Inde, où il se trouve toujours. Qu'est-ce qui pouvait amener la toute jeune République populaire de Chine à annexer cette région ?

Une position stratégique

En réalité, il s'agissait de s'assurer, en 1950, le contrôle

d'un territoire stratégiquement très important : le Tibet jouxte l'Inde, pays avec lequel la Chine a des relations très tendues. En effet, la Chine revendique les deux tiers d'un Etat de l'Union indienne de 84 000 km² : l'Arunashal-Pradesh. La presse chinoise a tiré à boulets rouges sur l'Inde après que ce territoire soit devenu le vingt-quatrième Etat de l'Union (auparavant, il était dirigé directement de New-Delhi, comme tous les territoires à problèmes : c'est le cas du Pendjab). Pour tout arranger, l'Inde revendique une portion du territoire chinois : l'Aksai-Chin, annexé après la guerre sino-indienne de 1962, qui s'est soldée par une déroute de l'armée indienne. S'entre-tuer pour un plateau montagneux et aride : vous avez dit absurde ?

Les Tibétains sont donc pris entre les mâchoires d'une tenaille. Les Chinois s'inquiétaient aussi de l'indépendance acquise péniblement : les Britanniques avaient favorisé, en 1911, l'indépendance du Tibet.

Une situation explosive

Or, des émeutes se sont produites à nouveau à Lhassa, la capitale, après celles de septembre et octobre dernier qui avaient fait de nombreux morts. Pour apaiser les tensions, les Chinois ont ouvert le « toit du monde » au tourisme et décrété un plan d'expansion économique. Il bénéficie du statut de

région autonome et a un gouvernement local, l'Assemblée populaire du Tibet, dirigé par l'homme lige de Pékin, Ngapo Ngawong Jigme. Les Chinois évitent de critiquer ouvertement le Dalaï-Lama, et lui ont proposé à maintes reprises de revenir à Lhassa, ce qu'il a toujours refusé compte tenu des conditions imposées par les Chinois : l'abandon de toute activité politique. On ne voit pas comment le gouvernement chinois pourrait ramener un calme durable. La méfiance est grande, sur le terrain, entre Chinois et Tibétains. La Révolution culturelle prolétarienne (sic) a contribué à ce sentiment : les gardes rouges ont molesté des prêtres et même — scandale des scandales — profané des temples. Le fait que la majorité des Chinois y résidant soit des militaires n'arrange pas les choses.

Depuis des siècles, les Chinois se servent des marches de leur empire comme lieu d'exil ou de déportation. Les colons chinois y sont envoyés autoritairement, généralement à vie, ce qui revient au même ! Les Chinois s'en défendent en disant que leur présence au Tibet est ancienne. C'est à la foi vrai et faux car s'ils ont depuis des lustres des relations avec le « toit du monde », l'envoi de colons est un phénomène récent. Une autre raison pour laquelle ils tiennent tant à contrôler cette région est qu'ils procèdent tout près de là à leurs essais thermonucléaires. Et puis, l'U.R.S.S. n'est pas loin...

Toutefois, on aurait tort de ramener ces événements dramatiques uniquement à une manifestation du nationalisme tibétain. Il existe une peur très profonde, celle d'être assimilé à long terme. Il faut se rappeler que les Chinois ont assimilé les Manchous, qui n'existent pratiquement plus aujourd'hui, et avant eux de nombreuses ethnies. Le processus est extrêmement lent, mais réel.

La crise tibétaine est grave pour les Chinois. D'une part, elle nuit gravement à leur image de marque, à laquelle ils tiennent beaucoup en cette période d'ouverture vers l'étranger. Surtout que les conservateurs au sein du bureau politique vont certainement en profiter pour remettre en cause les réformes économiques, en désignant ces émeutes comme effets pervers de celles-ci.

Mais les Tibétains ont des raisons d'espérer. D'une part, on ne colonise pas facilement un pays au climat et au relief difficiles comme le Tibet ; mais, surtout, ils peuvent compter sur l'appui d'exilés en Inde, bien organisés. Enfin, la culture tibétaine ne se limite pas, loin s'en faut, au Tibet. Reste que la situation des « droits de l'homme » n'est pas brillante. Plus de trois cents personnes sont en prison, des prêtres sont en cours de « rééducation politique ». Le simple fait de détenir chez soi un drapeau du Tibet peut être un motif à goûter à la prison...

J.-M.



REVUE DE PRESSE

• « Sans réserve » (Québec), journal d'expressions autochtones d'ici et d'aujourd'hui », avril 1988. Le numéro un de ce journal vient de sortir, il est publié avec la participation de libertaires québécois et fait le point de la lutte des amérindiens en Amérique du Nord, du racisme, des cultures des peuples autochtones du Canada, de Big Mountain, des femmes autochtones à Montréal, des problèmes juridiques, de l'emprisonnement de David Sohapi pour prise illégale de 28 saumons, du harcèlement des Montagnais du Québec, sur l'écologie, etc. Communications-autochtones, 3575, boul. Saint Laurent, Suite 513, Montréal (Québec) H2X 2T7, Canada.

• « Anarchy » n° 14 (Etats-Unis). Au sommaire : la lutte des mineurs sud-africains ; les anarchistes berlinois rencontrent Reagan ; histoire du mouvement anarchiste grec ; le mouvement punk américain ; intervention au Vietnam et en Amérique centrale ; les parallèles et les différences, par Noam Chomsky ; à travers une discussion sur les stratégies anarchistes. « Anarchy » c/o CAL, PO BOX 380, Colombia M.O. 65205, U.S.A.

• « Bulletin of anarchist research » n° 13 (Grande-Bretagne). Au sommaire : présentation des nouvelles publications anarchistes de langue anglaise ; les travaux de recherche sur l'anarchisme ; bibliographie thématique et biographique de militants anarchistes. « Bulletin of anarchist research », Department of Politic, University of Lancaster, LA1 4YF Lancaster, Grande-Bretagne.

• « Echomedia London » (Grande-Bretagne). Au sommaire : nouvelles d'Irlande ; les grèves à travers l'Angleterre ; expulsions massives à Stamford Hill ; l'appel des 6 de Birmingham. Echomedia alternative news, 121 Raiton road, London SE 24, Grande-Bretagne.

• « Freedom » (Grande-Bretagne). Au sommaire : une mort non accidentelle ; nouvelles d'Irlande ; terroristes ou combattants de la liberté ? (article théorique sur le terrorisme) ; les professionnels et l'Etat ; le Workers Solidarity Movement (Irlande) ; qui a besoin de l'armée (Pologne) ? ; revue de presse. « Freedom », Angel Alley, 84 B, Whitechapel High Street, London E1 7QX, Grande-Bretagne.

• « Green anarchist » (Grande-Bretagne). Au sommaire : un village Tipi menacé au pays de Galles ; contre le paganisme ; les luttes des Mélanésiens aux îles Fidji ; dossier sur les dégâts des industries dans le monde ; l'espionnage est secrètement utilisé pour contrôler la société ; « Un classique anarchiste » par Bakounine ; informations sur l'écologie en Grande-Bretagne. « Green anarchist », 19 Magdalen road, Oxford, OX4 1RP.

• « Survival Network News Letter » n° 36 (Etats-Unis). Ce numéro constitue un épais dossier sur les conditions de vie des amérindiens, leurs luttes, leurs droits et des réflexions sur leur identité culturelle. Survival Network Information Center, P.O. BOX 2576 San Diego CA. 92112. U.S.A.

ÉTATS-UNIS

L'acharnement !

MARTIN FORAN est actuellement enfermé à la prison de Parkhurst, dans l'île de Wight. Il a commencé une grève de la faim le 1^{er} novembre dernier, clamant toujours son innocence et réclamant le courrier qui lui est censuré.

Martin Foran est accusé d'un vol qu'il nie depuis toujours avoir commis. Lors de son procès, il y a de cela quelques années, l'homme qui fut volé dit que Martin n'était pas celui qui avait commis ce vol. Le principal intéressé disait à propos de Martin qu'il était « non coupable ». Pourtant, sur la simple parole d'un policier, Martin fut condamné. Qui dit encore que la police n'est pas au-dessus des lois ? Une fois arrêté, Martin, Irlandais vivant aux Etats-Unis depuis de nombreuses années, protesta en clamant son innocence sur les toits de la prison : il fut isolé. Lors de ces dernières années, sa santé n'est allée qu'en s'aggravant. Il demanda plusieurs fois une aide médicale qui lui fut refusée, et il prit, en désespoir de cause, un gardien en otage de manière à obtenir des soins.

Martin reçut quelques soins, mais son histoire ne faisait que commencer. De retour à la prison, il fut remis au cachot et battu sauvagement par les gardiens (ils lui enlevèrent, notamment, les pansements qui avaient été mis à l'hôpital). En juillet et août derniers, Martin fut alors accusé de « détention illégale » d'un gardien et fut transféré à Parkhurst. Le service médical continua à le négliger, et le directeur, sous prétexte que cela risquait de menacer l'ordre de la prison, bloqua son courrier.

Martin meurt lentement

Les dernières nouvelles concernant l'état de santé de Martin sont atroces. C'est l'acharnement étatique. Pour la « détention illégale » de gardien, faite en désespoir de cause, il a pris 6 ans de plus. Les autorités font tout pour détruire la personnalité de Martin. A l'heure actuelle, il reste isolé 23 heures sur 24, et même s'il a arrêté sa grève de la faim, sur le conseil de sa femme et de ses enfants, son état, physique et mental, est déplorable.

Après la colostomie qui avait été pratiquée sur lui à l'hôpital, Martin disposait de ciseaux pour faire ses propres pansements. Tout cela vient de lui être retiré. Pour ne pas voir l'état de propreté de son pansement empirer, Martin se mit à utiliser un rasoir. Pour ce « crime », il a été condamné à payer une amende de 5 livres sterling. Comme d'autre part on l'empêche de gagner de l'argent, ou d'en recevoir, on voit tout de suite la situation absurde dans laquelle il se trouve.

Dans ses dernières lettres, Martin laisse entendre que ses forces sont à bout, même s'il fait des projets pour la campagne d'hospitalisation. Il a demandé à sa femme de divorcer, comme s'il offrait son peu d'espérance, de liberté et de justice.

Solidarité internationale : l'urgence

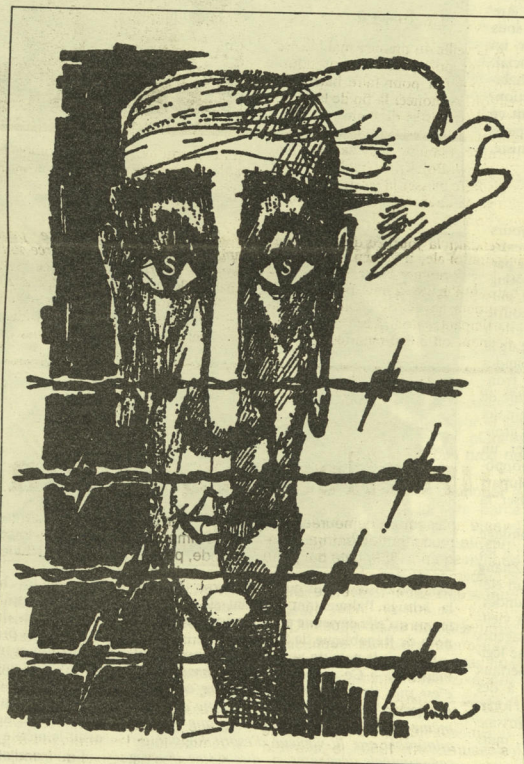
Il est fondamental que la pression qui s'exerce sur les autorités de la prison et le ministère soit maintenue. Il faut envoyer le plus de lettres de soutien et de protestation pour faire sauter les murs du silence. Même si ces lettres ne sont pas reçues par Martin Foran, elles peuvent avoir leur effet (1).

Partout, on traque les boues émissaires : cela a été le cas de Sacco et Vanzetti aux Etats-Unis, de Martin Foran, des immigrés en France, et de bien d'autres. C'est la même force de destruction nauséabonde qui partout refait surface en Europe et dans le monde. La prétendue « faute », si bénigne soit-elle, sera rendue au centuple. C'est la politique de l'œil pour l'œil, dent

pour dent des chrétiens, c'est le village que les nazis détruisent pour un prisonnier échappé ; c'est Martin Foran se voyant condamné à une amende qu'il ne peut bien sûr pas payer, pour avoir utilisé un rasoir ; c'est le malheureux que l'on pousse à sortir des « règles du jeu » construites par l'élite et pour l'élite, tel Martin Foran séquestrant un gardien pour avoir le droit à des soins médicaux ; c'est... on pourrait continuer encore. Les cas de ce genre en France n'ont pas été, ne sont pas et ne seront pas rares. Et tous les éléments de ce genre se cristallisent pour créer un jour un monstre. Un peu de liberté cédée, c'est un peu plus de phénomène Le Pen chaque jour. N'attendons pas d'être au pied du mur, sauvons Martin Foran... et les autres.

Relations internationales

(1) Ecrivez-lui à : Martin Foran, C 51796, HMP Parkhurst, Newport (Isle of Wight), PO 30 5NX, Etats-Unis. Protestez en écrivant à : The Governor, HM Prison Parkhurst, Isle of Wight, PO 30 5NX, Etats-Unis.



BRÉSIL

Centrale ouvrière brésilienne

Il y a plus de 80 ans apparaissait au Brésil A Voz Do Trabalhador, le premier journal syndicaliste brésilien d'envergure nationale, organe de la C.O.B. Les années noires de dictature française ou larvée ont conduit à la disparition de ce titre. A l'initiative des groupes de reconstitution de la C.O.B.-A.I.T., A Voz Do Trabalhador réapparaît. Le premier numéro est diffusé à travers tout le Brésil. Il se veut le porte-parole de l'anarcho-syndicalisme brésilien et il nous rend compte d'une tragédie récente qui vient d'endeuiller la classe ouvrière brésilienne.

Le 4 février 1988, un jeune cheminot de 27 ans, José Ulisses Albuquerque a été tué par la police fédérale ferroviaire de la

Compagnie brésilienne des trains urbains, dans la gare de Lapa, au cours d'un mouvement de grève. A Sao Paulo, le syndicat « officiel » des cheminots fit tout pour étouffer l'affaire, mais à l'appel de la Ligue des cheminots (adhérente à la C.O.B.-A.I.T.) et des piquets de grève, dès 11 heures du matin, ce même 4 février, tout le trafic ferroviaire fut paralysé par la grève générale.

Cette action conforte la position de nos compagnons de la C.O.B.-A.I.T. dans la construction d'un outil de lutte révolutionnaire. Voici les adresses où on l'on peut les joindre :

• Etat de Bahia, Syndicat des employés de commerce et groupe

pro-C.O.B.-A.I.T. : Caixa Postal 2540, CEP 40021 Salvador, Brésil ;

• Etat de Sao Paulo, secrétariat d'articulation des groupes pro-C.O.B.-A.I.T. : Caixa Postal 10512, CEP 03097 Sao Paulo, Brésil ; Ligue des travailleurs ferroviaires, syndicat interprofessionnel, Collectif juridique 1^{er}-Mai : Rua Brigadeiro Tobias, 470 Sao Paulo, Brésil ;

• Etat de Rio Grande Do Sul, groupe pro-C.O.B.-A.I.T. : Caixa Postal 5036, CEP 90000, Porto Alegre, Brésil ;

• Solidarité financière, compte 97.980, 5 Agencia, Bradeslo 054 (Bras. Urbana. SP).

Relations internationales

Collectif anti-répression

Un collectif contre la répression s'est constitué à Santa-Cruz de Tenerife pour combattre la situation générale actuelle. Il désire avoir des contacts avec des collectifs qui voudraient développer le même genre de travail. Pour tous renseignements, écrire à : Colectivo anti-represio C.N.T., C/Progress 35. 38004 Sta-Cruz de Tenerife, Espagne.

Relations internationales

Ordinateur Berta

L'ordinateur Berta, dans son « bunker » de Escorial a désormais dans ses « entrailles » une concentration de 300 000 fiches donnant des renseignements sur les gens « soupçonnés de terrorisme ».

Relations internationales

Valladolid : Occupation prolongée

Un groupe de jeunes occupe depuis la fin février 1988 un local de trois étages qui est déclaré en ruine. Après quelques problèmes, au début avec les voisins, tout semble redevenu calme. Ce groupe de jeunes tente de développer l'idée d'assemblées d'habitants des locaux occupés de Valladolid, ainsi que celle d'occuper de nouveaux locaux vides afin d'arriver à la création d'une maison du peuple.

Relations internationales

Groupes fascistes à Manresa

D'après la « Garde urbaine », il n'y aurait pas de bandes fascistes organisées à Manresa. D'après eux, il n'existerait que deux ou trois personnes à l'idéologie ultra-réactionnaire et pratiquant l'action violente. D'après les membres de la coordination qui ont rencontré le maire, les recherches sur des bandes fascistes ont commencé après les agressions subies par un membre du M.D.T. et l'assaut de la Maison des colonies des Castellon de Bagas par des ultras. D'après également la Garde civile (police nationale), il n'y aurait pas de noyau organisé à Manresa. La Coordination antifasciste signale pourtant l'existence d'un de leurs locaux, ainsi que la continuation de l'activité des bandes fascistes. D'après le maire, cela pourrait signifier deux choses : soit ces groupes ont diminué, soit ils attendent pour s'organiser. La Coordination a également dénoncé la détention d'un certain nombre de ses militants par la police nationale, alors qu'ils collaient des affiches. D'après le commissaire, ils furent détenus parce qu'ils ne voulaient pas donner leur identité (sic).

Relations internationales

ÉCOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

Relations internationales

CHINE

La République de la Jeltuga (XIX^e siècle)

C'EST un fait ignoré que la Chine a connu bien avant l'Occident des mouvements sociaux de grande ampleur, à moins qu'elle n'ait eu de meilleurs historiens pour les raconter ! Dès le début de notre ère éclatèrent des insurrections populaires, aux X^e et XII^e siècles ce sont de véritables révolutions qui luttent contre le pouvoir des riches au moment où, en Europe, les jacques hésitent encore à définir leurs objectifs. L'une de ces révoltes chinoises a d'ailleurs inspiré le célèbre roman *Au fil de l'eau* qui deviendra le bréviaire des révolutionnaires au XX^e siècle. Il est certain que les sociétés secrètes ont joué un rôle moteur dans la contestation sociale. Leur apparition avait été une réaction contre l'Etat impérial dont on a peine à imaginer la pesanteur bureaucratique. On connaît mieux aujourd'hui le rôle de ces sociétés secrètes depuis l'antiquité jusqu'aux Triades du XIX^e siècle. Toutefois, les historiens marxistes ont tendance à limiter leur action à ce rôle de contre-pouvoir, à en faire un simple réservoir de marginaux. Ils nient ensuite leur action à partir de la naissance du parti communiste chinois.

Il est évident que la délinquance et l'influence religieuse prédominent dans ces sociétés secrètes. Pourtant, l'une d'elle fut à l'origine d'une expérience originale : la République « anarchiste » de la Jeltuga en Manchourie. Le terme « anarchiste » doit être manié avec prudence car on tend à mettre sous ce vocable des sociétés influencées par un communisme primitif ou un mysticisme social. Rien de cela avec la Jeltuga. Même si ses habitants n'ont pas connu les doctrines révolutionnaires qui s'élaborent au même moment en Europe, cette société présentait tous les aspects d'un système plus mutualiste que communiste, ce qui est assez rare dans l'histoire.

Le brigandage social

Au XIX^e siècle, l'Etat chinois pèse toujours aussi fortement sur la population, les bureaucrates sont hais par les paysans affamés et par diverses catégories urbaines refusant ce joug administratif et économique (l'Etat gère plusieurs secteurs de l'économie). La Manchourie n'échappe pas à cette règle. A peine ouverte à la colonisation, cette région du Nord-Est de la Chine voit se développer de véritables bandes errantes, particulièrement dans la zone frontalière avec la Russie, semi-déserte. Le terme de « bandits » évoque souvent des marginaux mais à l'époque on peut trouver dans ces groupes des marchands ruinés, un charpentier, un voleur, un ouvrier du chemin de fer, des opposants politiques, c'est-à-dire pour la plupart des gens qui ont fait le choix de refuser la société chinoise.

Une secte sert à synthétiser ce brigandage social, celle des Honghuzi (littéralement : « les barbes rouges »). Un des meneurs, Zhang Baïma édicte treize règles de conduite qui évoluent progressivement le niveau de ces bandes. Il était notamment prescrit de voler les vieillards, les femmes, les enfants, les voyageurs isolés. Par contre, on considérait comme légitime de dépouiller les bureaucrates impériaux particulièrement corrompus. Tout vol à des fins individuelles était interdit par les Honghuzi. Jusque-là on en restait à un banditisme du type Robin des bois, certes évolutif, mais toujours marginal.

Au même moment une partie des Honghuzi allait se sédentariser et changer d'activité en raison des possibilités locales. En effet, la Manchourie est une riche région minière. Comme le sous-sol appartenait à la famille impériale, l'Etat y avait pris le contrôle de l'extraction, recrutant des paysans pour en faire des mineurs. Mais la vie est très difficile dans la Manchourie du Nord, l'incompétence et la corruption des fonctionnaires ne faisant rien pour améliorer les conditions de travail. Très vite les mineurs désertent en grand nombre pour se mettre à leur compte. C'est ainsi que la rencontre des hors-la-loi Honghuzi et des mineurs allait produire un modèle de société sédentaire : la Jeltuga.

On sait peu de choses sur l'établissement de cette république puisqu'elle ne nous est connue que par le récit de voyageurs occidentaux émerveillés devant cette application de théories sociales anarchistes ou collectivistes que les Honghuzi ne pouvaient pas connaître !

Le fonctionnement de la Jeltuga

Il semble que la Jeltuga ait été fondée vers 1865 et comptait alors de trois à quatre mille personnes. Vers 1880 sa population atteignit 25 000 personnes, chiffre maximal probable-

ment. Le fonctionnement de cette république a été décrit par des visiteurs : tous les habitants élisaient un conseil de trente délégués qui lui-même désignait un comité exécutif de mandataires. Dans ce comité, il y avait d'abord deux juges. Evidemment cette fonction tendrait à nous faire frémir mais, dans la Jeltuga, leur fonction était minimale et plus proche de l'arbitrage tout comme le code social. Les juges agissaient en consultant des comités de districts, sorte de prud'hommes (!) regroupant les parties impliquées dans le délit. Le meurtre était théoriquement puni de mort mais on pratiquait aussi fréquemment l'expulsion de la communauté, sanction terrible dans cette contrée hostile. Mais il s'agissait là de cas extrêmes, une rixe mortelle pouvait être moins sanctionnée qu'un vol, le fait le plus grave car il était la négation des principes de la Jeltuga.

Le plus remarquable à la Jeltuga était la capacité à subordonner les règles nécessaires au fonctionnement à des arrangements permettant de maintenir la cohésion sociale. De même, lorsque des Honghuzi nomades se dirigèrent vers la république, faute d'espace vital, on évita l'affrontement sanglant par des mesures de conciliation. Les dirigeants de la Jeltuga furent autorisés par les habitants à négocier. On aida les Honghuzi nomades à établir une

entre travailleurs manuels et administratifs était établie par le conseil. Personne ne pouvait revendiquer une position de supériorité de par son métier. Pour éviter l'enrichissement individuel, les habitants ont mis au point un système monétaire original. Plutôt que le troc ou toute autre méthode primitive, ils instituèrent des bons de crédit que chaque individu percevait dans la même quantité que les autres, pouvant les utiliser à son gré. A la fin de l'année ces bons n'étaient plus valables. « *Passé ce temps, leur montant était acquis à la caisse de la fédération* » (2). De nouveaux bons leur succédaient, l'accumulation de capital étant ainsi impossible. Ces bons de crédit ne pouvaient pas non plus être convertis en monnaie étrangère.

Il est certain qu'il y avait un risque de gaspillage, chaque habitant aurait pu gaspiller quelques mois avant l'expiration de cette monnaie. Mais les achats trouvaient vite leur limite et la pression sociale empêchait de gaspiller et d'épuiser les biens de consommation. Enfin, la république avait mis au point un système aux conséquences indirectes. Si la balance entre les importations de biens et la production locale était favorable à la république, elle redistribuait les gains à chaque habitant en parts égales. Ce surplus améliorait le bien-être de cha-

C'est peut-être un aspect qui doit plus au passé des habitants qu'à la République elle-même, si ce fait est réel. Car le témoin, Francis Mury, était un ancien commissaire des colonies, plein d'a-prioris. Même si les Honghuzi étaient dépourvus de sensibilité, il paraît surprenant que la Jeltuga n'ait pas pris de mesures dans le cadre des accidents avec une structure sociale aussi complète. Le même Mury, comme les autres voyageurs, ne peut cacher son étonnement devant cette société. Il convient de le citer, en notant qu'il utilise le terme communiste comme synonyme d'anarchiste et de collectiviste : « *Nos collectivistes européens eussent certainement retiré quelque profit d'un séjour parmi les membres de cette petite république. Ils eussent constaté que chacun d'entre eux devait à la fédération le maximum de travail dont il était capable et que, dans ce milieu où tout était commun, le communisme ne consistait aucunement à favoriser la paresse des individus aux dépens de la société* » (4). Passons sur les jugements de l'auteur concernant les doctrines sociales en général pour constater que tous les observateurs allaient dans le même sens.

A. Ular vante « *cette république, issue du néant, (qui) se trouve avoir institué une expérience du collectivisme d'une envergure telle que les socialistes d'Europe, même en émigrant et en dépit de théories plus ou moins scientifiques, n'ont jamais pu en réaliser. Sa prospérité relative, le développement surprenant de sa vie économique, et cela sans appui du dehors, sous un climat meurtrier, dans un pays stérile, attestent d'abord le génie merveilleux, d'ailleurs encore inconnu des Européens, dont sont doués les Chinois, même les moins cultivés, pour s'organiser et obéir à l'organisation librement consentie* » (5). L'auteur constate ensuite « *la simplicité de sa législation, le bon fonctionnement des services administratifs, surtout, et le plus intéressant, l'administration de la propriété commune* » qui semble prouver que l'on peut ainsi réaliser « *avec un minimum de lois précises et d'organes officiels, le maximum d'intensité de production et sûreté dans les relations privées* ». Le plus remarquable est de lire ces témoignages du XIX^e siècle, hostiles par principe à toute doctrine sociale, s'étonner devant l'exemple de la Jeltuga, pour l'attribuer finalement au mystère asiatique !

La réaction de l'Etat chinois

Cette expérience était trop subversive pour ne pas provoquer une réaction violente de l'Etat. On ignore la date précise de la disparition de la Jeltuga. On sait seulement qu'à la fin du XIX^e siècle les Etats russes et chinois se mirent d'accord pour en venir à bout. Bien qu'ils fussent ennemis, c'est dire le symbole que représentait cette communauté ! Les Russes barrèrent la frontière sibérienne pour empêcher toute fuite, tandis que les troupes chinoises submergeaient la république. Les habitants qui ne purent rejoindre la deuxième république, ou des bandes errantes, furent massacrés. Il est significatif que l'Etat chinois ne fit rien contre les Honghuzi pillards qui, eux, purent atteindre la capitale de la région, Moudken, et Port-Arthur (6) alors que la république était prospère et pacifique.

Le pillage n'est pas un mauvais exemple pour l'Etat... Deux historiens, Mancall et Jidkoff ont bien montré le symbole que représentait la Jeltuga : « *Les mineurs d'or de la République de la Jeltuga étaient des dissidents, des hors-la-loi, des parias, parce que leur existence à elle seule, était la négation des prétentions de l'Etat à la propriété du sous-sol aurifère, et parce qu'ils n'avaient, plutôt que défilant, la présomption de légitimité de l'Etat* » (7). La Jeltuga ne devait rien à une quelconque spécificité de l'individu chinois, c'est un exemple de cette pratique universelle qui tend à chercher des modèles sociaux harmonieux lorsqu'on découvre le goût de la justice et de la liberté.

YVES (Gr. « Les Temps nouveaux »)

(1) A. Ular, L'épopée communiste des proscrits manchouriens, *Revue blanche*, 1901, p. 202.

(2) F. Mury, Un mois en Manchourie avec les Honghuzes, *Le Tour du monde* n° 18, avril 1912.

(3) Idem.

(4) Idem.

(5) A. Ular, op. cit.

(6) Le terme Honghuzi servira aussi dans les années trente à nommer les guerillas anti-japonaises.

(7) M. Mancall et G. Jidkoff, Les Honghuzi de la Chine du Nord-Est, in *Mouvements populaires et sociétés secrètes en Chine*, ouvrage collectif, Maspero, 1970. Ce livre est d'orientation marxiste. Hormis les trois études citées, il n'existe pas à notre connaissance d'autres études en français sur la Jeltuga.



république sœur plus au nord, ce qui fut fait, la Jeltuga l'alimentant pendant six mois, le temps qu'elle devienne aussi florissante sous le nom de République de Sungari.

Comme le note un voyageur à propos de cet incident : « *Ce qui est vraiment prodigieux, c'est que l'antagonisme fatal entre ces deux groupes n'ait jamais amené de lutte ouverte, même au début. Rien n'est plus sain et plus admirable que la vigueur d'esprit logique de ces criminels dégénérés au dire d'une théorie simpliste, qui, dans cette période d'alternatives implacables, réfléchissaient* » (1).

Parmi les autres responsables se trouvait un maître de provision s'occupant aussi bien de la production économique (agriculture, pêche) que des transports et du stockage. Le maître de production supervisait surtout la production minière (principalement de l'or) qui était la base de la république. En effet, la république ne fonctionnait pas sur une base primitive mais industrielle. Ce responsable devait s'efforcer d'améliorer la technologie. Le maître de vente devait écouler la production en Sibérie et en Chine.

Il semble que les fonctionnaires chinois aient renoncé à une expédition militaire en raison des pots-de-vin que leur versait la république et surtout des retombées de son activité sur le pays. Une force armée de 200 hommes était placée sous la direction du maître de production. Enfin, deux présidents servaient de porte-parole et à coordonner l'action du comité exécutif.

Une véritable économie

L'organisation économique de la Jeltuga était tout aussi intéressante. On pratiquait une véritable égalité économique. La répartition

des marchandises déjà utilisées pouvaient être échangées au marché libre tandis que les produits neufs devaient transiter dans les magasins de la république. Sur le plan des mœurs, la même égalité régnait : les femmes étaient sur un plan absolu d'égalité (au XIX^e !) et il n'existait aucune loi sur le mariage et la famille ou contre l'homosexualité.

Une base individualiste

La base de cette société était en fin de compte plus individualiste que collective, ce qui veut dire que les habitants étaient libres et égaux mais pratiquaient assez peu l'entraide. Selon un témoin : « *Celui que la maladie ou un accident condamnerait à l'inaction ne devait espérer aucune assistance. Il pouvait attendre pendant quelques mois le rétablissement de sa santé, s'il avait eu la prévoyance de mettre en réserve un certain nombre de ces bons de crédit qui rémunèrent le travail de chacun, dans cette fédération où l'or n'était qu'un instrument d'échange avec l'extérieur. Et encore n'avait-il pas le droit de prolonger son inaction au-delà de certaines limites* » (3). Cette dureté était sans doute due à la psychologie particulière des Honghuzi : tous avaient fait le choix de rompre avec l'ancienne société et se montraient très durs avec eux-mêmes comme avec les autres.

ART

Créer, pour qui, pour quoi faire ?

Après un exposé des rapports de l'art et de l'anarchie par Jacques Vallet et une présentation de la revue *Plages* (voir *Monde libertaire* n° 706), Danyelle Cotinaud s'interroge ici sur la destination de l'art, et plus particulièrement de l'art pictural.

Le comité de rédaction

La création artistique, qu'elle soit littéraire, musicale ou plus précisément picturale, me semble obéir à un ordre des choses presque mystérieux, à un rythme cosmique difficile à décoder, même s'il s'agit d'en constater simplement l'existence.

Comme une pulsion incontrôlée parfois, elle obéit à des lois, à des mécanismes engendrés au travers d'émotions, de désirs, de besoins impérieux voire urgents, de prise de contact avec le réel parfois heureuses ou douloureuses, de visualisation d'un état de l'imaginaire individuel qui veut échapper à son enclos, pour se propulser vers le regard de tous.

C'est l'époque qui fait l'œuvre autant que son contraire. Remarquez combien notre « contemporanéité », torturée, amère, vindicative et agressive ! Nul souci de vous bercer de rires, de joies et de douceurs gâteries pour les siècles à venir.

Le mythe de l'artiste peintre écorché vif, pauvre et maudit des siens, fait encore bien recette et si un « pauvrisme » insoutenable perturbe nos regards quotidiens, cela

devient une tare sociale honteuse et insoutenable pour ceux qui la vivent en direct.

L'artiste peintre pourrait y voir encore plus matière à inspiration, bien sûr, matière à dénonciation et à... réparation, peut-être. Cessons de rêver ! Ils sont bien trop tous et toutes occupés à se regarder la névrose grossir, ainsi le simple regard sur l'insupportable vérité qui sévit au-dehors pourrait les « déstabiliser » comme certains se plaisent à dire.

Peut-être que la préoccupation première est plus d'ordre mercantile que humaniste ou du désir de dialoguer avec le public ? Ce ne serait donc hélas qu'un juste reflet de la conception actuelle de l'art qui reste, somme toute, « produire vite absolument pour faire encore aussi vite des sous, des sous et encore des sous » dont ne sort jamais totalement vainqueur le créateur, même si son compte en banque se remplit...

La fonction de l'art au sein de la société

Loin de moi l'idée de séparer monayabilité et créativité, mais il me semble, que, l'une comme

l'autre, aurait autant à gagner si l'on réfléchissait mieux sur la fonction de l'art au sein de la société, sur son incidence auprès des individus et sur sa réelle richesse de communication, porteur, j'ose l'avancer, d'une meilleure compréhension de soi-même et des autres, débouchant peut-être sur quelques onces d'espoir à « grappiller » dans cette grisaille qui vous tire plus de larmes que de rires...

La recherche des créateurs actuels reste trop, à mon avis, axée uniquement sur leur intériorité, bien sûr légitime, mais pas suffisante pour que le produit de cette recherche traverse les siècles, et interpelle les êtres, ceux du présent et encore plus ceux du futur...

C'est en cela, que la recherche du profit matériel immédiat devient néfaste à l'œuvre d'art et à son créateur et c'est en cela que doivent s'associer tous les participants actifs qui rôdent autour de la démarche artistique, car c'est une responsabilité qui n'incombe pas seulement aux artistes, mais aussi bien aux marchands, aux galeristes, aux commissaires priseurs, aux critiques et écrivains d'art et j'en passe.

Quand à la place trop grande faite à l'intériorité dans la recherche plastique, notamment, elle résulte peut-être, de la peur de communiquer avec un système qu'on refuse ou dans lequel on ne trouve pas sa place. On recherche peut-être aussi à préserver sa sensibilité face à une

urbanité dévorante pour ceux qui la vivent.

La relation au réel

Je crois qu'il y a un équilibre vital à trouver pour ceux qui en ont conscience et désirent sincèrement approfondir leur relation au réel et leur dialogue avec leur part d'humanité se confortant avec celle des autres. Dès qu'ils auront perçu et accepté de voir leurs œuvres comme des produits d'influence non négligeables, même s'ils n'en maîtrisent pas toujours l'évaluation et quand bien même cela serait le cadet de leur souci ou encore que cette influence s'opérerait à leur insu, il n'en restera pas moins qu'un pas de plus sera fait, laissant toujours actuelle la réflexion de Picasso que toutes les recherches de ses contemporains agaçaient parfois : « Il ne suffit pas de chercher, il faut surtout trouver et il n'y a que ça qui m'intéresse... » (1).

Car comment faire pour ne pas voir avec ses yeux, ces monstres et ces zombis croisés, quelquefois, dans la rue, dans le métro ou l'autobus, à l'usine ou au bureau, au guichet des P.T.T. ou de l'A.N.P.E., et les retrouver sous une forme ou une autre, servis en dessert dans les galeries ou musées « Durand », « Taylor » ou « Petrouchnak », à la télévision A2, A3 ou A4, au cinéma Untel ou Unautre, et sur les murs de ta ville paranoïaque...

Car comment se boucher les oreilles pour ne plus entendre ces croisements de corbeaux dans le ciel, au-dessus des toits, que certains prennent pour des chants d'aloettes ou de rossignols, comment faire enfin, pour ne plus écouter que des gémissements de mâles et de femelles en rut, qui se bousculent au portillon, pour faire soit étalage de leur « chair viande » ou de leur sexe, soit de leurs suppliques ou de leur aplomb à se dire et à vous dire : « Regardez-moi, je souffre, pourtant c'est moi le plus beau ou la plus belle. Aimez-moi, adorez-moi, dites-le moi, non, hurlez-le moi absolument, sinon je hurle... »

Tiens, mon voisin vient de me dire que ce sont des chefs-d'œuvre d'opéra baroque. Dois-je le croire, sous peine de passer pour une inculte, une pas branchée, une « oldfashion woman », traduisée une femme démodée ? Pour terminer, je m'associerais avec Fellini qui se pose la question suivante : « Un artiste libre, satisfait, qui chante au lieu de pousser des cris, ça devrait bien exister... » (2).

Danyelle COTINAUD

(1) Yo Picasso de Jacques Perry, éditions J.-C. Lattès.

(2) L'angoisse de la pellicule vierge, Fellini, article du Supplément télé 13418, le 20-21 mars 1988 par Colette Goddard.

LOUIS MERCIER-VEGA

« L'incroyable anarchisme »

AVANT de lire ce livre j'avais quelques appréhensions. Dix-huit ans plus tôt, en effet, quand est paru sa première édition j'avais été enthousiasmé par son érudition, son souci de confronter l'anarchisme aux grands questionnements du moment et, n'ayons pas peur des mots, par sa modernité.

Aussi je redoutais ce voyage au pays du souvenir. Car la modernité d'hier, mes vingt-deux ans d'alors, un cœur gros comme ça pour tout bagage politique... cela se dévalue très vite à la bourse du temps qui passe.

Disons le tout net, dès les premières pages mes craintes se sont immédiatement dissipées. Pas

pour cette fois les affres du miroir menteur ! De nouveau c'était le bonheur d'une écriture légère et pleine de rythme ; et le ravissement devant cette manière enlevée de regarder l'incontournable des faits au fond des yeux ; et l'envoûtement au spectacle rare d'un véritable ballet de sincérité entrecroquant à loisir le passé, les principes structurant de toute éternité l'être profond de l'anarchisme, et le présent.

Flash-backs en son et lumière avec de temps à autre arrêt sur l'image pour raconter, expliquer et analyser les pages les plus belles et les plus fortes de l'histoire de l'anarchisme mondial ; reportages alertes sur le front de la vulgarisa-

tion... pour quiconque cherche à savoir ce qu'est l'anarchisme, d'où il vient et ce qu'il a donné, ce livre est une véritable formule pédagogique. En à peine 130 pages, il réussit le tour de force d'aller à l'essentiel d'une philosophie, d'un mouvement et d'un espoir sans être pesant ou ennuyeux.

Mais qu'on ne se y trompe pas ce bouquin n'est pas seulement un petit bijou descriptif ou explicatif, c'est également et surtout une volonté d'inscrire un espoir égalitaire et libertaire dans le réel. Dans les mutations d'une société. Et de ce fait, il est sans complaisance aucune pour la nostalgie ou l'intégrisme. L'hier comme le demain de l'anarchisme chevauchant sans cesse les questions, les doutes et les espérances qui collent à la peau d'un présent qui

ne se prive pas de nous confronter au test implacable de la réalité.

Ce livre, et c'est suffisamment rare pour le souligner avec force, n'est ni un catéchisme ni un remake pastel de *Mourir à Madrid*. Le préchi-précha rabacheur et les grandes orgues de la planète « has been » n'y ont pas droit de citer un seul instant.

Si incroyable il doit continuer à être, l'anarchisme le sera parce que nous, ceux qui vivons aujourd'hui avec notre mémoire, nos anticipations et notre rage de prendre le présent à bras la révolte et l'espoir, saurons le faire vivre.

On l'aura donc compris, pour quiconque se pique de vouloir conjuguer l'espoir au temps rare de la lucidité et de l'effort, ce livre est à lire et à relire. En passant très vite toutefois sur l'appendice III où, sous couvert d'actualisation, un « anonyme » parfaitement identifiable nous sert un broquet rance où l'indigence flotte ici et là

à la surface de la méthode Coué. Dommage ! Mais la preuve également que le « message » de Mercier-Vega est toujours aussi dramatiquement d'actualité.

Enfin, gardons le pessimisme pour des temps meilleurs. Après tout, le présent et l'avenir de l'anarchisme finiront bien par appartenir un jour à ceux qui ont le regard bien planté dans les étoiles du courage de la remise en question permanente. Alors ne perdons pas un temps qui a la beauté fragile de l'éphémère à sourire tristement des imbéciles sans espoir qui, pour avoir des lunettes noires sur l'intelligence, ne parviennent pas à voir l'avenir autrement que dans le rétroviseur de leurs pauvres lancettes. Ceux-là, la préhistoire leur appartient... et nous la leur laissons de tout cœur.

Jean-Marc RAYNAUD

Louis Mercier-Vega, *Incroyable anarchisme*, éditions *Analisis*, en vente à la librairie du Monde libertaire (78 F).



L'art pour Radio-Libertaire

Des peintres, des sculpteurs, des plasticiens, des dessinateurs, des photographes, des pochoiristes apportent leur soutien à Radio-Libertaire. Le droit à l'expression libre, le pouvoir et la liberté de créer et de communiquer sont à conquérir chaque jour ensemble.

Une exposition vente a lieu du 10 au 15 mai 1988, de 14 h à 19 h, à la galerie « Tendances grises », 159, rue Saint-Charles, Paris XV^e, tél. : 45.54.20.62 (vernissage le 10 mai 1988 à 19 h).

Parmi les œuvres proposées dans cette exposition-vente, celles de : Aude, Bhavsar, Beauze, Bignolais, Biek, Boulange, Cabu, Cardon, Chabot, Charmand, Clément, Crestou, Colmenarez, Collot, Dassonval, Duclou, Donati, Dray, Erre, Gaillard, Gai-Minet, Gros, Hyolle, Karavousi, Luyssen, Lung, Marcaram, Majera, Mateo, Minight et Stress, Montpied, Nahoum, Pellard, Perlin, Perrot, Poupeville, Resame, Rivet, Robert, Sainson, Suburbia, Surface-Active, Szelles, Teneze, Trumel, Toulotte, Vincennot, With, Zeimert, Zlotykamien, Zunino, Art Cloche (Braconnart, Pilar, Saban, Strubel, Stark), Revue *I.O.*, Revue *Plages*.

CHANSON

Pierre Meige

Le grand mec au piano

Pierre Meige, *Zéro de conduite*, est un sacré talent. De bar en bar, de petites fêtes en grandes salles, l'enfant terrible de la chanson francophone s'est imposé comme un des grands mecs du piano rock. Des textes rythmés et bourrés de ses révoltes et de ses tendresses font de Pierre Meige un chanteur à rencontrer.

Je me souviens de la première fois... Un petit bistrot enfumé, un soir de mai, dans un coin paumé de la Vallée de la Fensch. Je travaillais alors dans ce petit lieu de spectacles où Pierre Meige est venu chanter trois soirs. Je garde un superbe souvenir de ce grand bonhomme d'un mètre quatre-vingt-dix complètement fou quand il est sur scène devant son piano.

Pierre Meige écume souvent les scènes de France et de Navarre et il faut aller le voir. Il suit son chemin sans rentrer dans le jeu de la soupe, et son spectacle est un grand moment. Meige vient également de sortir un nouveau disque *Androgyne* (chez E.P.M.).

Il faut découvrir Pierre Meige, cette voix de l'amour et de la folie, car comme il le dit lui-même : « C'est pas les zéros de conduite qui créent les guerres, c'est les premiers de la classe ».

Pascal DIDIER

Discographie de Pierre Meige : Les Années Futures (1983, chez R.C.A.) ; Plus star que jamais (1986, chez R.C.A.) ; Androgyne (1988, Chez E.P.M.).

NÉO-LIBÉRALISME

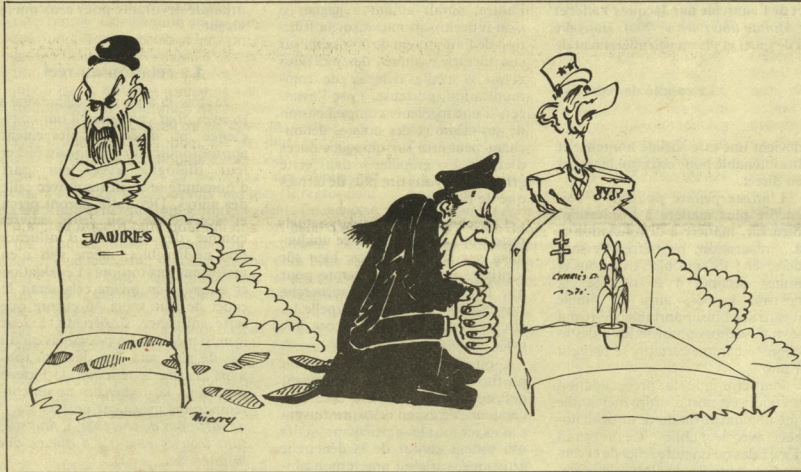
De gauche, de droite ou d'ultra-droite ?

PRÈS de 15% de l'électorat pour Jean-Marie Le Pen. Plus de 4,3 millions de Français ont voté pour lui ! De quoi être baba ! Mais faut-il frémir davantage qu'à l'époque où plus de 20% des suffrages se portaient sur les candidats du Parti communiste français, sur ceux qui considèrent le bilan de l'U.R.S.S. comme globalement positif ? Bien sûr, la base sociale de l'un et des autres n'est pas la même. L'évolution dominante du système politico-économique non plus.

Le vote Mitterrand ?

Oui, le résultat de Le Pen est tragique. Mais que nous proposent les antifascistes de service sinon le vote Mitterrand, celui-là même dont le gouvernement ré-ouvrit les centres de rétention-transit pour les immigrés, se félicitait de stopper le courant d'immigration (ce qui sous-entend lâchement que les immigrés présents peuvent être de trop), expulsait en douce, rétablissait le vote proportionnel aux législatives qui donna son contingent de députés au Front national, les introduisait au cœur de l'appareil d'Etat démocratique, sans parler de toutes les autres mesures de gestion loyale du capitalisme ? Cela, même ceux qui ne se disent pas anarchistes ou anarcho-syndicalistes le savent bien. Mais une habile propagande mêlant le calcul politicien et les bons sentiments les pousse vers l'urne, comme si un simple geste allait suffire à enrayer la montée du Front national !

On a dit trop de choses futiles sur ce nouveau phénomène de l'ultra-droite. On s'est attaqué à l'individu médiatique Le Pen, on a cherché à le faire trébucher sur des petites phrases, quitte à tordre la langue française dans l'autre sens, on s'est masturbé pour savoir si en parlant de lui on lui faisait ou non de la publicité, au lieu de s'attaquer au fond du problème, aux idées, à la signification profonde, à la résonance du mouvement. Même des anarchistes emportés par l'antitotalitarisme ont fait l'équation entre



l'augmentation des voix du Front national et la diminution des voix communistes, comme s'il y avait passage intégral des unes vers les autres, au mépris de toute analyse un peu rigoureuse.

Pour une analyse sérieuse

A cet égard, il reste encore à affiner l'analyse, en s'appuyant sur les travaux enfin sérieux qui sont sortis (comme ceux du sociologue Hervé Le Bras ou des géographes de Montpellier, Marie-Claire Bernard et Pierre Carrière). Sait-on par exemple que ces derniers ont démontré, à la suite d'une étude sur leur région, que l'électorat du Front national était bien loin d'être corrélié avec une forte présence d'immigrés ou un important taux de chômage et que le dénominateur commun apparaît avec imprévu : la mobilité démographique ? Ce qui ne veut pas dire qu'idéologiquement il n'y ait pas de rapport avec le racisme mais rappelle que des facteurs objectifs peuvent en être à l'origine. A un moment où le spiri-

tualisme culturaliste infecte les sciences, il est toujours utile de rappeler que les faits sociaux ne sont pas des opérations du Saint-Esprit. Et qu'ils sont donc subjectivement, politiquement, maîtrisables.

L'émergence du Front national est une tentative de réponse à la crise. Comme la crise est mondiale, il importe de ne pas franciser (nationaliser) le problème et de le lier à ses équivalents étrangers, le Reaganisme, le Thatcherisme et, au Japon, le « néo-étatisme » (vocabulaire officiel), tout en précisant les caractères originaux pour savoir en quoi ceux-ci peuvent être internationalement ou non avant-coureurs.

Le néo-libéralisme

Le Front national est en France le poisson pilote du néo-libéralisme. Sur le plan économique, son programme est éloquent : privatisation du système de protection sociale. Sur le plan politique et idéologique, les cercles comme le Club de l'Horloge ont servi de vivier pour toute la droite. C'est la réincarnation de

ne peuvent être considérés stricto-sensu comme néo-fascistes.

L'inquiétude dans la masse

Par contre, comme le fascisme, ils ont aussi leur visage réactionnaire. C'est la crise et elle provoque l'inquiétude dans la masse qui s'accroche, qui se replie sur elle-même, sur des valeurs anciennes supposées répondre au futur. La plus touchée est la petite bourgeoisie au sens profond du terme, coincée entre le prolétariat et la grande bourgeoisie. C'est l'électorat de Le Pen, plus que jamais, urbanisé (très peu de paysans), fait de petits commerçants, de petits fonctionnaires, de bourgeois culturellement déphasés. C'est tous ceux qui ont eu peur que l'élection de Mitterrand en 1981 déclenche la révolution sociale, c'est la cécité faite trouille ! L'analyse de Wilhelm Reich (en particulier sa magnifique *Psychologie de masse du fascisme*) reste à leur propos d'une criante actualité.

Le néo-libéralisme du Front national, c'est la société duale peinte aux couleurs de la revanche. Or, qui de nos jours, formations politiques ou idéologiques, ne se réclament peu ou prou du libéralisme, même si le mot n'y est pas pour qualifier la chose ? C'est à droite la politique bien connue de Barre ou de Chirac. C'est à gauche la social-démocratie qui a viré sa grande cuti idéologique et qui nous promet la société à deux vitesses, intelligemment et en douceur... les patrons ne devraient pas hésiter, la paix sociale c'est elle ! C'est un mouvement ouvrier de plus en plus déconnecté, fonctionnant lui-même en société duale, bureaucratie/masse, aristocratie ouvrière/« nouveaux pauvres », syndicat/parti.

Nous ne sommes pas indifférents aux résultats des élections dans la mesure où ils annoncent la redistribution des cartes du jeu politique et qu'ils correspondent aux mutations économiques, sociales ou culturelles. Notre rôle est clair. Il est d'intervenir à ce second niveau, celui de la société civile. Au moment où le néo-libéralisme passe à l'offensive quel que soit le parti politique arrivé aux pouvoirs, l'heure n'est pas retour à la nature dans les communautés P.A.L., de paix-amour-légumes. Au moment où se dessine la recomposition syndicale avec la création d'une grande organisation social-démocrate européenne, elle n'est pas non plus à l'éclatement dans les diverses centrales existantes. Plus que jamais, elle est dans le regroupement. C'est dans notre capacité à devancer le mouvement plutôt qu'à finir par le subir que résidera notre force.

Philippe PELLETIER

Encore un p'tit effort camarades !

ON a gagné ! Hé oui, à l'issue du 1^{er} acte de notre traditionnel guignol présidentiel, tout le monde avait gagné le gros lot... Des petits Blancs à l'extrême gauche, chaque candidat s'est déclaré satisfait. Il n'y a guère que les abstentionnistes convaincus qui auront eu le succès modeste.

Dans leur commentaire des résultats électoraux, les plus comiques restent encore cette année les autruches du P.C.F. N'en doutons pas, ils sauront en 1995 nous expliquer que si leur score de 0,17% est certes une nouvelle fois un recul, leurs militants sont toutefois encore plus nombreux, que leur message révolutionnaire s'est « ressourcé » (à Lourdes ?) et que l'important c'est pas l'amour mais la foi !

La dialectique toujours...

Hélas pour ces gagneurs d'un troisième type, les explications dialectiques qui s'étaient à longeur d'Huma auront du mal à convaincre le populo que les deux millions de votes communistes perdus cette année n'ont pas pour une bonne partie d'être eux profités à Le Pen. L'un des exemples les plus flagrants est certainement celui de la Seine-Saint-Denis

où, dans ce bastion du P.C.F., son candidat n'arrive qu'en 4^e position, perdant du coup la moitié de son électorat traditionnel. Une analyse des résultats de 1981 puis de 1988 montre à l'évidence que les presque 20% du Front national dans ce département sont constitués pour plus du quart par d'anciens électeurs communistes. De propositions simplistes à d'autres encore plus primaires, la gangrène fasciste gagne toujours sur le terrain fait d'ignorance et de peur.

S'il y a bien longtemps que le P.C.F. ne fait plus peur à personne, la bêtise crasse de ses dirigeants et leur ignorance de l'évolution de la société française ont non seulement affermi l'enracinement des thèses fascistes et racistes mais aussi précipité la chute du « parti » vers l'abîme sans fond du « groupuscule », terme qu'il n'y a pas si longtemps les cadres du P.C.F. distribuaient généreusement à leurs adversaires...

Entendre un secrétaire du comité central déclarer à Amiens, lors d'un meeting, que le score du camarade Lajoie a finalement abouti à un renforcement du parti n'en est que plus drôle ! Les anarchistes organisés n'ont en ce qui les concerne jamais attendu quoi que ce soit d'un parti léniniste au

discours lénifiant pour faire progresser leurs idées. Il est par contre difficile de digérer les idées généreuses du parti communiste comme les bulldozers de Vitry, le refus d'accorder aux enfants d'immigrés l'accès aux classes maternelles, à Clichy, où encore les slogans nationalistes s'étalent depuis longtemps sur leurs affiches. Ces méthodes en rappellent bien d'autres et il n'y a pas de quoi crier victoire...

Les derniers bastions

Gageons que l'année prochaine les élections municipales verront disparaître les derniers bastions du P.C.F. et par voie de conséquence le robinet à fric va cesser de couler place du Colonel-Fabien... Visiblement le grand-frère soviétique tient les dirigeants français pour responsables de l'affaiblissement grandissant du P.C.F., et le fossé risque de s'agrandir entre rénovateurs et conservateurs. Mais peut-on rénover un fossile ? Nous nous abstiendrons de toute ingérence dans un débat qui relève de l'internationalisme prolétarien tendance coup-de-couteau-dans-le-dos. En parlant d'abstentionnisme, si ça continue, on va gagner !

C. B.

